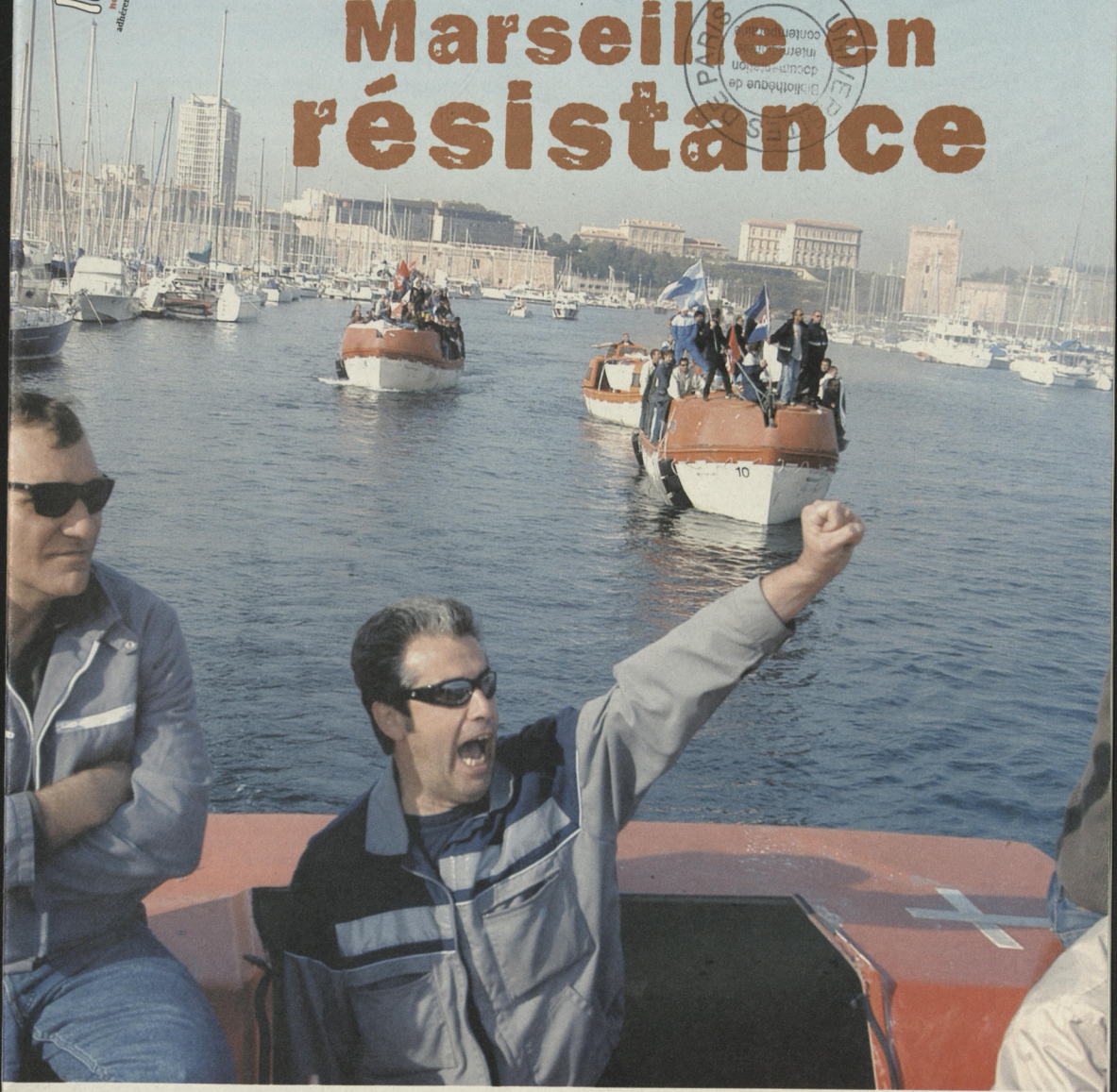
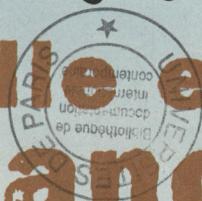


le monde
libertaire

trimestriel de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Marseille en résistance



M 02137 - 1418 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

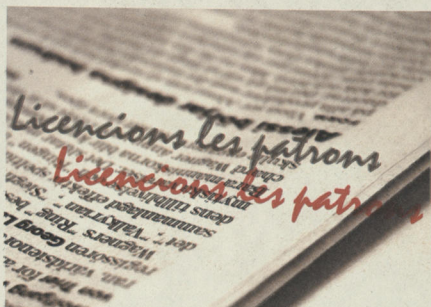
POP 2500

« Le capital est du travail volé. »
Blanqui

hebdo n° 1418

du 1^{er} au 7 décembre 2005

Sommaire



Crise de la presse aussi à **Libération**, par Sitting Bull, page 4

L'autruche narquoise sous la bise neigeuse, par F. Ladrissé, page 5

Faits d'hiver, par J.-M. Raynaud, page 5

Les préjugés sur les banlieues, par Karim, page 6

Pour les **riches**, ça va bien question santé, par E. Gava, page 7

L'état d'urgence dans tous ses états, par D'jo, page 8

Brèves de lutte, page 9

La coordination **antifasciste** du 19 novembre à Turin, par la Fai italienne, page 10

Une vallée en ébullition, **le Val de Suze**, par la liaison FA de Chambéry, page 11

Anartiste n°71, par P. Ducira, page 14

Résistance non-violente en **Palestine**, par G. Coudrais, page 15

Génocide des juifs, hier et aujourd'hui, par Larry Portis, page 17

«**Égrégores ou la vie des civilisations**», page 19

Ici l'ombre, chroniques alternatives, page 21

Vie du mouvement, Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchas – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



La France glisse léthargiquement en état d'urgence. Les quelques voix dissidentes commencent à s'épuiser, les hommes politiques de tous les bords de l'hémicycle recommencent leurs babillements, dressant des plans sur la comète qui, pensent-ils, leur ouvriront bien grandes les portes élyséennes. Mais derrière leurs pépiements c'est bien une guerre de classe qui se continue rageusement. Les grèves dans les transports sont bien symptomatiques de la cogestion du malaise social par les directions syndicales en partenariat avec le gouvernement et le patronat. Un jour de grève pour calmer les ardeurs revendicatives des salariés et deux ou trois mesures supraliminaires pour justifier la reprise du travail. Mise à part Marseille où plus de quarante trois jours de grèves n'ont apporté aux travailleurs en lutte que la reconnaissance de ceux qui, solidaires, ont suivi leur lutte comme un feuilleton à la télé.

La propagande libérale distillée à travers les médias donne de bons résultats, et petit à petit le principe de service public minimum, qui sera un outil pour minimiser et briser les grèves dans ces secteurs, est maillé d'une nécessité incontournable de fournir lesdits services aux clients atomisés que l'on préfère aux usagers solidaires. Y compris des dirigeants de grandes centrales syndicales commencent à se ranger derrière ce principe ridicule. N'a-t-on pas aussi vu dans les couloirs de ces mêmes centrales syndicales, des délégués EDF deviser plaisamment sur le nombre d'actions qu'ils allaient acheter et des promotions qui leur étaient réservées. Sans se rendre compte qu'ils achetaient une entreprise qui leur appartenait déjà. C'est lamentable! En France c'est sous le couvert de l'état d'urgence que le gouvernement compte maintenir la pression sociale à un niveau acceptable pour éviter les débordements. En Italie la grève générale n'a pas eu beaucoup d'impact, et pourtant le prince de la finance qui dirige ce pays a de quoi soulever contre lui tous les Italiens qui n'acceptent plus de le voir gouverner dans le seul intérêt de sa fortune personnelle, là-bas c'est la répression brutale qui répond aux mouvements sociaux. En Tchéquie une parodie d'élections législatives a vu des milices armées montrer le chemin des isoloirs aux habitants sous la menace constante des soudards de l'armée russe. À Moscou cependant les jeunes nationalistes poutinistes font des démonstrations de force dans les rues pour mettre en garde ceux qui seraient séduits par les révolutions multicolores qui fleurissent dans les pays de l'ex-empire. Partout se réveille l'hydre totalitaire, mais celle-ci se camoufle sous des aspects de démocratie.

Marseille: circulez! Y a plus rien à voir!



DEPUIS LE 4 OCTOBRE 2005, les traminsots de la Régie des transports de Marseille (RTM), une entreprise publique, étaient en grève. Ils s'élevaient contre la possible privatisation du futur tramway et exigeaient que bus - métro - tramway soient gérés uniquement par la RTM (cf. ML n° 1415). Ce jeudi 24 novembre ils ont voté la reprise du travail sans aucune garantie quant à la non-privatisation du tram.

Le plan d'entreprise

Depuis le début du mouvement, tous les matins les traminsots se retrouvent en assemblée générale afin de voter pour ou contre la continuité de la grève. Les syndicats sont unis sous forme d'une intersyndicale qui semble soudée et déterminée.

Tous les jours des rencontres ont lieu entre celle-ci et le directeur générale de la RTM, mais ce dernier ne veut pas vraiment négocier et menace même d'aller vers un nouveau référendum pour déclarer la grève illégale (cf. ML 1415). Il continue d'accuser les syndicats de faire un combat politique et clame que la Délégation de service public (DSP) n'est pas un plan de privatisation.

Il existe un autre point d'achoppement : le plan d'entreprise qui détermine les objectifs, moyens et financements donnés à la RTM pour la gestion du service public. Et ce plan maintient la volonté de la direction de supprimer entre 50 et 80 emplois par an jusqu'en 2007 à cause de la restructuration du réseau de surface suite à la présence du tramway.

Action patronale et action syndicale

Pour les représentants syndicaux la direction tente par tous les moyens de pourrir les négociations. Ainsi elle semble se préoccuper plus de « tuer le syndicalisme à la RTM et plus précisément la CGT » précise un militant de la

CFDT.

Pour montrer que les syndicats sont bien en phase avec les travailleurs, l'intersyndicale décide de les consulter à bulletin secret sur la proposition d'une « gestion du futur tramway 100% RTM [...] assortie d'une assistance technique limitée dans le temps d'un opérateur extérieur ». Bref elle intègre, tout de même, le fait qu'une partie des services pour le tramway soit privatisée.

Le 15 novembre la direction propose cinq points à prendre ou à laisser : retrait du plan d'entreprise ; organisation d'un audit social ; augmentation des salaires de 0,5 % et étalement sur cinq mois des retenues de salaires pour les grévistes. Le problème est que l'autorité organisatrice, autrement dit la communauté urbaine, n'est pas présente lors des différentes rencontres. Ces propositions risquent de rester lettre morte, les syndicats lui demandent de participer aux négociations désormais.

Noyons la sardine

Lasse de se voir refuser par les syndicats tout ce qu'elle propose, la direction, grand seigneur, décide le 17 novembre de leur demander de faire des propositions.

Mais c'est pour mieux noyer la sardine car, en même temps, elle veut reporter le comité d'entreprise (CE). Les syndicats, eux, exigent le déroulement de ce CE où doit être présenté le préaccord entre la Connex (l'entreprise privée pressentie pour gérer le tramway) et la RTM. Les traminsots y apprennent, après trente-neuf jours de grève, que la Connex a la main sur l'organisation et l'optimisation des ressources humaines et que le tramway sera géré entièrement par elle.

En même temps la direction tente tout pour casser le mouvement et exerce une

DDD

pression sur les grévistes. Elle fait appel à quarante-deux CDD, et menace, si le conflit ne prend pas vite fin, de ne pas étaler les retenues de salaires.

Pourtant le vendredi les grévistes votent (60% de votants) à plus de 75% pour une gestion 100% RTM. Ils ne lâchent pas leur combat.

De l'huile sur le FO

Fort des derniers événements, ils sont confiants et remontés. L'intersyndicale avance toujours d'un seul front. Et puis, le dimanche, au quarante-troisième jour de grève, FO et Unsa appellent à reprendre le travail dès le lundi. Ils expliquent que l'accord signé n'est pas vraiment satisfaisant mais que c'est là une porte de sortie.

Pour les autres syndicats (CGT, CFDT, Solidaires, CFTC qui représentent 75% des voix aux élections professionnelles) les discussions restent pourtant floues, et la direction n'a garanti ni l'embauche de salariés pour l'exploitation du tram, ni d'éviter le licenciement de salariés dû à la future restructuration.

Les deux syndicats ont signé un accord proposant le lancement d'un diagnostic de fonctionnement du management, de l'organisation et du dialogue social, le retrait du projet d'entreprise prévoyant des licenciements, des augmentations de salaire et un étalement sur dix mois des retenues des jours de grève. Mais rien sur le fond du problème : la non-privatisation du futur tramway de Marseille.

Ainsi lundi les travailleurs du dépôt de la Rose votent la reprise du travail. Les trois autres dépôts la continuent.

Fin sans suite ?

Puis ce jeudi 24 novembre les traminots votent à l'unanimité la reprise du travail. Ils n'ont rien eu de ce qu'ils demandaient. Ils prévoient cependant de continuer la lutte par la voie de la justice. D'ailleurs, ils viennent de porter plainte en référé contre la direction pour entrave au droit de grève suite à l'embauche des CDD sur des itinéraires assurés par des grévistes.

Il faut que les traminots sachent que leur lutte a été suivie par tous les travailleurs de l'Hexagone, voire d'autres pays. Que la portée de leur lutte ne s'arrête pas aux frontières et que leur détermination a sûrement servi d'exemple. Certes, anarchistes, nous voulons redéfinir le principe de service public, mais je ne crois pas que des travailleurs en lutte aient le temps de se pencher sur ces problèmes de fond. C'est à nous à ne pas hésiter de faire de la propagande dans tous les milieux qui nous sont ouverts, afin d'expliquer notre vision du service public autogéré par les travailleurs et les usagers. L'éthique, le changement du rapport à l'Etat et au capitalisme ne peuvent venir qu'après un long travail sur soi-même. La lutte syndicale, d'accord, mais sans oublier le devenir révolutionnaire avant la possible révolution, voire la simple évolution.

Thierry

groupe de Marseille.

Libération Une grève pour rien?

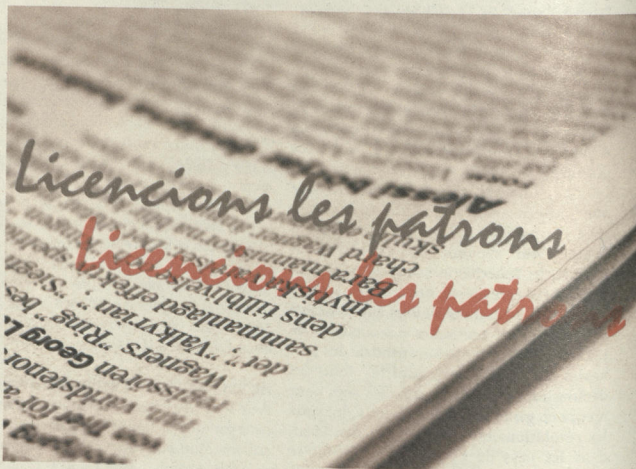
COMME DISAIT l'Humanité «de contraste était saisissant». En effet, Libération se fendait d'un supplément roboratif «30 idées pour réveiller la gauche» et peu de temps après la direction du quotidien sort un plan de licenciements. C'était, bien sûr, pour sauver le journal et ça s'appelle un plan social. Hewlett-Packard et Libé à la même sauce? Pas vraiment puisque le journal perd des sous, au contraire du fabriquant d'ordinateurs qui voulait en gagner plus. Plutôt donc à rapprocher de France-Soir, question perte du lectorat bien sûr, car pour le reste!

On pouvait lire dans Le Monde la semaine dernière, Libération «fondé par quelques gauchistes en 1973, traverse un double crise, industrielle et identitaire». Il est vrai qu'il y a bien loin de l'égalité des salaires de l'époque de la rue de Lorraine, des «notes de la claviste» au journal d'aujourd'hui de la rue Béranger.

A l'époque de l'Est parisien, non loin du métro Laumière, des militants libertaires pouvaient demander des comptes à la rédaction du quotidien quant à sa façon de traiter l'activité du mouvement libertaire en Espagne. Selon un journaliste, Libé ne serait maintenant plus bon qu'à exprimer «une pensée unique, associé à une gauche désabusée, il n'a plus de capacité à s'émouvoir et à faire preuve de générosité». Question subsidiaire: depuis quand n'y a-t-il plus de «pages luttes» dans Libé?

Quatre jours de grève et les «incertitudes» (les 52 licenciements, la remise en question des 35 heures) restent! «Nous exigeons zéro licenciement» disait l'intersyndicale CGT-SUD-SNJ. L'avenir nous le dira. À travers libelutte.org des lectrices et lecteurs se sont «lâchés»: «Rendez nous le Libé de jadis...», «Libé...est devenu un journal cynique envers ceux qui veulent changer le monde». Beaucoup de ressentiments, mais peut-on revenir en arrière? Serge July invoquait dans son éditto de samedi dernier une «équipe» qui n'est plus là. Elle a disparu depuis longtemps avec l'égalité des salaires. Quand Libé a voulu devenir un journal comme les autres.

Sitting Bull



Faits d'hiver

Requiem

pour un con

GILBERTO ANTONIO Camaole, 48 ans, venait de s'évader de prison. Il avait la police à ses trousses et il a cru pouvoir se débarrasser un instant de la meute en se réfugiant dans une église de Soverato dans le sud de l'Italie.

Pas de chance, l'église de la Sainte Vierge Immaculée était bourrée jusqu'à la gueule de carabiniers assistant à un office en l'honneur de leur saint patron.

Bien évidemment, ce pauvre Gilberto fut immédiatement reconnu par les carabiniers qui lui mirent aussitôt les menottes.

Sans doute pour ne pas priver les pandores de leur cérémonie et peut-être pour pouvoir s'expliquer avec le bon dieu les yeux dans les yeux, il demanda alors à pouvoir assister à la fin de la messe en leur compagnie. Et c'est ainsi qu'on pu voir prier et communier de concert les carabiniers et leur proie.

L'histoire ne dit pas si Gilberto a donné des sous lors de la quête, mais quelque chose me dit que...

Chaucre, le 25 novembre 2005

Jean-Marc Raynaud



Quand l'autruche éternue...

Syndicats dangereux

« Les syndicats sont contre tout progrès, contre toute idée nouvelle. Ils n'ont que la culture de l'affrontement et du conflit. Je trouve leur attitude ringarde et dangereuse. » Patrick Ollier, UMP

Il est tout trouvé, le député qui défendra, dans le cadre de l'état d'urgence, l'interdiction des syndicats...

Mépris

« Quand on paie des experts au tarif de femme de ménage, on a des expertises de femme de ménage. » Jean-Luc Viaux, psychologue

S'étant planté sur toute la ligne lors du premier procès d'Outreau, l'« expert » tente ainsi de justifier son impéritie. Non seulement c'est un incapable, mais en plus il est méprisant. Pour ma part je ne connais pas de femme de ménage qui ait envoyé en tôle pas moins de six innocents.

Tragique

« Mitterrand, comme le roi Lear, avait l'obsession de laisser une trace. » Jacques Attali

Que cette trace porte le doux nom de Mazarine Pingetot, fille (mal) cachée du roi François, romancière ratée néanmoins chouchou des médias, nous éloigne de la tragédie. On se rapproche plutôt de la grosse farce.

Couleuvres

« Seul un emploi du temps serré me fait rouler en voiture, car sinon j'adore les transports en commun et j'adore marcher. » De Villepin.

On serait curieux de savoir ce que le Premier ministre entend par « transports en commun ». C'est quand ils se retrouvent à trois ou quatre énarques dans la business class d'un Paris-New York ? Le plus étonnant n'est pas tant que ces gens-là persistent à se foutre de notre gueule (on en a l'habitude), mais qu'ils nous croient assez nigauds pour gober pareilles couleuvres.

Radical

« Je veux incarner une transformation radicale des mœurs politiques. » Jack Lang, jeune candidat.

Encore un qui ne va pas tarder à nous chanter le refrain de la rupture... Il est clair qu'en matière de « transformation radicale », Jack est le mieux placé pour rompre avec les vieux modèles, toute cette classe politique des années 80, ces vieux barbons qu'on a trop vus... Jack Lang : le renouveau !

Free China !

« Le peuple chinois veut plus de liberté pour prier sans contrôle de l'État, et pour imprimer des bibles sans crainte de châtements. » G.W. Bush

Et après ça, certains oseront encore dire que la vision bushienne de la liberté est un peu réductrice...

Frédo Ladrisse

(L'Express, l'Humanité, Libération, le Parisien, RMC)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Préjugés sur les banlieues

IL Y A DEUX SEMAINES, un thème a refait son apparition dans le rang de la gauche, de la droite et des médias : la pauvreté...

Celle-ci a, entre autre, de commun avec les cités de nos banlieues le fait que tous nos politicards en ont entendu parler mais qu'aucun d'eux ne la connaît.

Dans les rangs du PS, à grand coup de discours à l'intonation gauchiste, une idée discordante avec le programme de l'UMP a enfin germé. Un Smic à 1 500 euros... Les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Pour les médias, la pauvreté, c'est la banlieue. Mais la banlieue, qu'est-ce que c'est ? Qui y vit ? A les écouter, la banlieue n'est habitée que d'immigrés. En plus, ceux-là sont forcément musulmans. Pourtant, comme l'écrivait Sarkozy dans son dernier bouquin : « tous les musulmans ne sont pas pratiquants et certains d'entre eux sont même agnostiques ou athées » (sic!). Donc, autre explication : nos cités sont loin de n'être composées que de musulmans.

Et voilà que revient un vieil air, dans une France antiraciste par la parole, et xénophobe par les actes. C'est l'immigration qui est cause de tout... Et l'immigration, c'est les Africains, n'en déplaisent aux chiffres officiels qui nous rappellent que les immigrés d'origine ibérique représentent le plus grand groupe social immigrant en France. Faut croire que les Espagnols et les Portugais ne sont pas de vrais immigrés... d'abord ils sont blancs, et en plus, ils ont la même religion catholique que la France laïque.

Une cause a finalement été trouvée aux émeutes, tout d'abord par Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire de l'Académie française. C'est la polygamie ! Et oui, nos banlieues ne sont habités que par des Noirs et des Arabes musulmans, pratiquant la polygamie dans le but de multiplier le nombre de soldats dont a besoin cette guerre civile décrite par TF1, le *Parisien* et autres *Figaro*.

Mais l'explication est trop tirée par les cheveux et même certains UMPistes nous rappellent que si les gosses sont dehors, c'est sûrement que le nombre de familles monoparentales est important et qu'il est plus difficile de garder ses enfants quand on est une mère seule, plutôt que lorsqu'il y a plus de deux parents dans le foyer...

Et maintenant que les émeutes sont terminées, on assiste aux reportages d'envoyés spéciaux (ceux qui reviennent d'Irak) qui tentent de nous expliquer ce qui s'est passé, ne rougissant pas devant les paradoxes qu'ils exposent. Les cités ne sont composées que d'Africains qui ont même brûlé des voitures de Français... Mais alors, dans les cités, y'a aussi des Gaulois ?

Nos dirigeants, eux, ont pris les mesures qui s'imposaient. Au moment où même TF1 parlait de retour à la normale, on nous voyait en trois jours l'état d'urgence durant trois mois. Il faut avouer que si celui-ci est adopté, on ne voit pas trop l'intérêt : aucune des mesures que permet cet état d'urgence n'a été mise en place, et heureusement !

Autre mesure pour lutter contre un malaise déjà présent : La formation professionnelle dès 14 ans. Si tu ne travailles pas bien à l'école, mon enfant, tu bosseras avec tes mains ! Et quelques années de campagne pour redorer le blason des métiers manuels fouts en l'air par les propos d'un arriviste teigneux. Comment s'étonner que des maternelles brû-

lent quand l'apprentissage de certains métiers te classe dans la masse des rebus du système scolaire et de la société.

Sinon, tous les moyens sont bons pour recruter de la chair à canon. Et Chirac, avant de récompenser les talents des cités, pour rappeler qu'il y a de « bons étrangers », bien intégrés et ayant décidé de devenir patron, nous expliquait la remise en place d'un service volontaire civil ou militaire. Après tout, si la jeunesse a de l'énergie à revendre, on peut lui apprendre à détruire, piller, ou tuer dans les règles de la République.

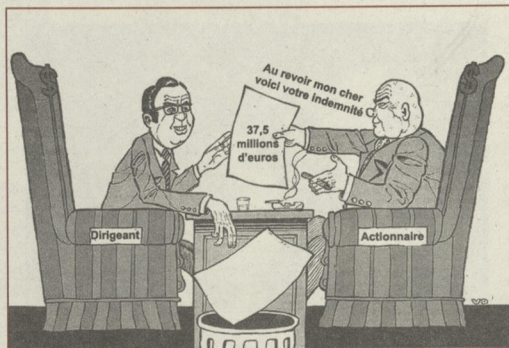
Enfin, il y a des soucis plus importants que le « problème des banlieues », comme la CGT ayant encore décidé de « prendre en otage la population des honnêtes travailleurs » et risquant, après avoir bafoué l'économie marseillaise, de s'attaquer à l'économie nationale... Si seulement c'était vrai ! 23 % de grévistes à la SNCF le mardi, et grève avortée à la RATP le mercredi. C'est sûr, les économistes tremblent...

Karim

groupe Idées noires



Malgré le trou de la Sécu, les riches sont bien soignés !



LES FINALITÉS des dernières mesures gouvernementales (et parlementaires) du très social Galouzeau de Villepin, ont été dissimulées derrière le rideau de fumée de la défense des revenus des classes moyennes. Elles ont été votées surtout pour alléger la fiscalité sur les hauts revenus, et ce également au nom de la bataille pour l'emploi et la lutte contre les délocalisations. Des syndicalistes des impôts, des journalistes ont calculé combien certains grands patrons, déjà coulés d'or, vont gagner en plus grâce aux économies d'impôts qu'ils vont réaliser. Les chiffres donnent le tournis.

Daniel Bernard, ex-PDG de Carrefour, a touché au titre d'indemnités de licenciement et de retraite 37,5 millions d'euros, sur cinq ans, certes, mais quand même, il va économiser 820 000 euros d'impôts ! Et ce n'est pas fini : Thierry Desmarest, ci-devant PDG du pollueur Total se contente de 326 000 euros, une misère comparée aux 926 000 euros d'éconocroques du PDG de Vinci, Antoine Zacharias, qui n'a pour vivre que 3,5 millions d'euros par an !

Quant à Jean-René Fourtou, le « sauveur » de Vivendi, à qui tous les licenciés dudit sauvetage ne disent pas merci, il met de côté, grâce à ces très équitables mesures, la bagatelle de 341 000 euros, de quoi voir venir car il ne possède que 400 000 actions valorisées à 10 modestes petits millions d'euros. Notons tout de même, car il faut être objectif et ne pas être accusé de vouloir faire pleurer Margot, qu'il a touché 3,4 millions d'euros en 2004.

Et, pour finir, évoquons le cas douloureux de Jean-Louis Beffa, le PDG de Saint-Gobain. Il est, paraît-il, un chantre du patriotisme économique, on le croit volontiers et on le comprend d'autant mieux quand on sait qu'il a touché 2 millions d'euros en 2004, qu'il

détient 210 000 actions de sa société et qu'il va économiser 255 000 euros !

Qu'on ne se méprenne pas, les anarchistes ne sont pas devenus des défenseurs de l'État et des thuriféraires de l'impôt. Dans cette affaire, nous mettons d'abord le doigt sur l'injustice économique et sociale qui en est encore plus accentuée. Nous ne sommes pas devenus des adeptes inconditionnels de l'atténuation des inégalités par l'impôt correctif, notre combat se situe plutôt dans la suppression des dites inégalités. Toutefois, nous ne sommes pas non plus partisans de la politique du pire. Nous reconnaissons que l'impôt sur le revenu, le moins injuste des impôts parce que progressif et non fixe comme les autres taxes style TVA, a un faible mais réel correctif sur ces inégalités. Pour certains taux, les économistes parlent de prélèvements confiscatoires. Ce n'est pas du réformisme que de le dire, quand on ne s'en contente pas. Effectivement, si on s'y arrête, ça l'est. En leur temps, les anarchistes anglais n'avaient pas été les derniers à combattre le projet de Poll Tax de la mère Thatcher. Projet qui, rappelons-le, consistait à faire payer la même taxe d'habitation par personne quelles que soient les conditions de logement (taudis ou palace) et de revenu.

Mais rappelons aussi que l'État est un très mauvais gestionnaire, partial et malhonnête qui plus est, de la chose publique. C'est pourtant lui, et depuis les temps antiques, qui a dépossédé les individus de la gestion des affaires de la cité au nom de l'efficacité. On constate qu'il prive sciemment les services collectifs de ressources nécessaires à leur bon fonctionnement. Les services publics ont un coût, et faut-il le rappeler, il est tout à fait nor-

mal qu'une part des richesses produites ou qu'une part du travail, aille, sous une forme ou une autre, à la collectivité. Il faut

que la société dans son ensemble puisse fonctionner et que les individus qui, de part leur âge, leur état de santé, etc. ne peuvent subvenir seuls à leurs besoins soient pris en charge.

Nous ne sommes pas naïfs, nous savons très bien que si les libéraux nous parlent de moins d'État, c'est de moins de services publics qu'il s'agit ; et non pas moins de flics ou de militaires. Combattre les privatisations ou les suppressions de services collectifs n'a rien à voir avec une défense inconditionnelle de l'État, il y a longtemps que les anarchistes ont bien pris soin de séparer les services publics de l'État régalien (police, armée, justice, administrations, etc., de ce qui est utile socialement de ce qui ne l'est pas) et de réclamer pour les premiers l'autogestion et la gratuité. Nous ne confondons pas socialisation ou collectivisation avec étatisation. Renforcer le service public, ce n'est pas conforter l'État.

Voici pourquoi ça ne nous empêche pas de porter un regard critique sur la gestion actuelle des services collectifs, aussi bien sur leur mode de fonctionnement que sur leur indigence de moyens. Quitte à se répéter : il n'y a pas d'incompatibilité à lutter contre l'État et à défendre les services publics pour les améliorer. Et dans le cadre actuel de notre société, c'est bien de financements dont ils ont besoin.

Mais de tout cela, le sieur Galouzeau de Villepin n'en a cure, il y a longtemps que lui ou ses prédécesseurs, ses acolytes et toute cette engangeance parasite appliquent cette célèbre maxime : faisons payer les pauvres car ils sont les plus nombreux.

Eric Gava
groupe de Rouen

La France d'en haut joue au monopoly



LA « FRANCE D'EN HAUT » doit planer à des kilomètres au-dessus de la surface de la terre pour avoir un discours aussi décalé de la réalité. La rentrée devait être chaude, les syndicats l'annonçaient! Seulement cette vague de chaleur n'est pas venue de ceux que l'on attendait mais des voitures en flammes et des cocktails Molotov lancés par de jeunes révolutionnaires. La politique du gouvernement depuis des dizaines d'années, l'abandon des cités et l'absence d'avenir pour ces jeunes expliquent cet embrasement général. Exclues de l'école, sans possibilité de trouver du travail, mis sans cesse à l'écart.

Pour expliquer ce mouvement, les politiques, qui ne savent plus quoi inventer, nous parlent de bandes de caïds organisés sur l'ensemble du territoire ou de groupe d'extrémistes religieux. Toujours la bonne vieille instrumentalisation de la peur. Ils ne remettent pas en cause leur politique et nous expliquent que ces jeunes refusent de s'intégrer à la société, alors qu'au contraire c'est la société qui ne les intègre pas. Sarkozy, fidèle à lui-même, ne trouve comme solution que l'expulsion des étrangers en situation irrégulière ou non, qui ont fait l'objet de condamnation. Il ajoute même: « Quand on a l'honneur d'avoir un titre de séjour, le moins que l'on puisse dire c'est que l'on n'a pas à se faire arrêter en train de provoquer des violences urbaines. »

Enfin Villepin a, lui aussi, sa solution: l'état d'urgence. Voyez-vous ça, comme en Irak! Il ne manquait plus que cela à la panoplie du gouvernement pour faire régner la terreur et pour faire ce qu'il veut et de la manière qu'il choisit. La loi du 3 avril 1955 instituant un état d'urgence permet de :

- interdire la circulation des personnes dans certains lieux et à certaines heures: c'est le couvre-feu;
- interdire le séjour de personne cherchant à entraver l'action des pouvoirs publics dans tout ou partie du département;
- prononcer l'assignation à résidence de personne dont l'activité s'avère dangereuse pour la sécurité et l'ordre publics;
- fermer salles de spectacles, débits de

boissons et lieux de réunion de toute nature;

- perquisitionner de jour comme de nuit avec le seul accord du préfet. Le pouvoir exécutif devient plus important que le pouvoir judiciaire;

- prise de mesures visant à assurer le contrôle de la presse et des publications de toute nature, des émissions radiophoniques, des projections cinématographiques et des représentations théâtrales;

- autoriser la juridiction militaire à se saisir de crimes et de délits qui leur sont connexes.

Ces mesures exceptionnelles de temps de guerre sont tellement appréciées du gouvernement que l'état d'urgence est reconduit, depuis le mardi 15 novembre, pour trois mois.

« C'est une mesure nécessaire pour donner aux forces de l'ordre tous les moyens dont elles ont besoin pour ramener définitivement le calme », a d'ailleurs déclaré Jacques Chirac devant le gouvernement. Une mesure qu'il qualifie « de protection et de précaution ».

Pour Jean-François Copé, « la décision de recourir à cette procédure un peu exceptionnelle a permis une prise de conscience de l'opinion et de rappeler aux parents leurs obligations vis-à-vis de leurs enfants ». L'état d'urgence n'est plus une mesure à utiliser en cas de péril de la nation, mais simplement pour communiquer.

Cela montre bien que l'État dirige le pays comme une partie de Monopoly. Pour les détenteurs du pouvoir, nous ne sommes que des pions qu'ils déplacent au gré de leur bon vouloir, comme cela les amuse. Par le passé, et pas des plus glorieux, l'état d'urgence fut utilisé à deux reprises sur le territoire français :

en octobre 1961 à Paris, instauré par Maurice Papon, préfet de Paris, pour les seuls « Français musulmans d'Algérie ».

La population nord-africaine est de plus en plus harcelée et humiliée par la police qui pratique des ratonnades. Certains disparaissent après une rafle. Papon déclare: « Pour un coup reçu, nous en porterons dix. » Et il assure à ses hommes que s'ils ouvrent le feu les premiers, ils seront couverts. Les dirigeants du

FLN, voulant manifester contre cette mesure, décident d'organiser en plein couvre-feu des manifestations pacifistes, la nuit.

Près du pont Saint-Michel, les manifestants se heurtent à la police, ils sont alors frappés par les officiers de police, certains, inconscients ou morts sont alors jetés dans la Seine.

De fausses informations sont diffusées relatant des échanges de coups de feu avec les manifestants et déclarant la mort de plusieurs policiers. Au lendemain du 17 octobre, les politiques font leur « show » dans les médias et s'indignent de la violence des forces de police.

Mais comme souvent une fois le calme retrouvé, ce massacre fut très vite oublié. Il y eut plus de 14 000 manifestants arrêtés et conduits dans des stades transformés en centres d'internement et des centaines de morts cette nuit-là.

De décembre 1984 à juin 1985, le premier ministre français Laurent Fabius et son gouvernement décrètent l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie. Les Kanaks qui souhaitent l'indépendance s'opposent aux Européens, les « Caldoches ». Des dizaines de morts se comptent lors des affrontements.

« Jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien. Mais l'important c'est pas la chute, mais l'atterrissage. » La Haine, un film de Mathieu Kassovitz.

D'jo

Source: Libération, le Monde, wikipedia.org

Zimmerman a la cote

On le connaît plus sous le nom de Bob Dylan et il est à la une des médias. Un bout d'autobiographie et un film de



Scorsese qui laissent malgré tout sur sa faim. Le jeune barde des années 1960 a-t-il trahi ou sa verve artistique a-t-elle suivi son cours et la fée électricité? À propos Rimbaud vendait-il ses armes au prix coûtant? En tout cas seize pages de poèmes écrits par Bob Dylan en 1960 ont été vendus aux enchères pour la coquette somme de 78 000 dollars. Où va l'argent? Les temps changent.

Mourir de froid...

Un homme de 38 ans, sans emploi, sans domicile fixe, expulsé il y a quelques semaines, a été retrouvé mort frigorifié dans sa voiture en Haute-Saône. Le



journal Libération l'a qualifié de « première victime du froid ». Mais qui est le véritable coupable? Dame Nature ou un système qui vous précarise, vous fout à la rue quand vous ne pouvez plus payer votre loyer alors que bon nombre de logements sont vides?

Le sida toujours présent

Le sida a été déclaré grande cause nationale pour 2005. Pourtant, la régression des moyens accordés, des droits des malades et des populations particulièrement vulnérables, de la mobilisation, des réflexes de prévention est constante. Une volonté politique et sociétale étant on ne peut plus nécessaire pour lutter contre la pandémie, une manifestation aura lieu jeudi 1^{er} décembre 2005, à l'occasion de la journée mondiale contre le sida. Le

départ aura lieu à Paris, parvis de Beaubourg à 18h30.



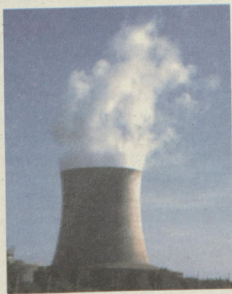
Auto-boulot-dodo

Litanie médiatique durant les émeutes en banlieue: à cramer les caisses des prolos, on leur enlevait le moyen de se rendre au boulot. Pas une fois ne fut évoquée la possibilité que ces voitures puissent servir à autre chose qu'à aller bosser. Pas un commentateur pour imaginer qu'un prolo, des fois ça fait un tour à la campagne, ça visite un ami, voire ça part en vacances... Peu de choses, il faut croire, en regard de ce « drame »: ne pas pouvoir se rendre au boulot. Décidemment le mépris de classe a encore de beaux jours devant lui.



Action Edf

Première semaine de cotation pour l'action Edf, et premières déconvenues pour 5 millions de petits porteurs: non seulement l'action ne décolle pas (adieu, bénéfices rapides), mais encore seuil le volontarisme des actionnaires institutionnels a permis d'éviter que le



titre ne s'écroule. Pour certains analystes, la seule façon d'au moins stabiliser le cours, serait que l'Etat se décide à...

augmenter les tarifs! C'était notre rubrique: la privatisation c'est rien que du bon pour tout le monde.

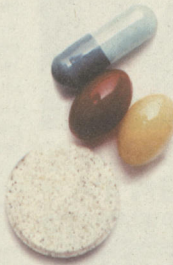
SNCF et CGT unis?

Dans les bonnes gazettes on glose sur la dernière grève à la SNCF. Elle n'aurait pas été très mobilisatrice, la reprise du travail a été presque immédiate. Pourtant la direction a lâché pas mal de choses, sur le travail de nuit des agents de conduite, sur les salaires. Certains parlent même des « largesses de la direction » tout en montrant du doigt « l'échec des syndicats ». La dernière en date serait des intérêts communs entre la direction de la SNCF et Bernard Thibault, pour contenir les prétentions de SUD -rail. Et l'unité dans l'action?



Petits agités

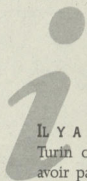
La Ritaline, ou « pilule de l'obéissance », fait un tabac dans les pharmacies: 170 000 boîtes vendues en 2004, soit trois fois plus qu'en 2000! Ce médicament, dérivé amphétaminique, à l'origine destiné aux enfants atteints de troubles de l'hyperactivité, élargi donc sa clientèle. De plus en plus nombreux sont les pédopsychiatres qui le prescrivent dans le cas d'élèves dont le comportement « dispersé » n'est plus toléré en classe. Une solution pour calmer les petits agités des banlieues?



Brèves de combat

Turin

Le rassemblement de la **coordination antifasciste** du 19 novembre



IL Y A QUATRE MOIS que dix antifascistes de Turin ont été arrêtés et emprisonnés, pour avoir participé à une manifestation contre la très grave agression fasciste qui a eu lieu le 11 juin au Barocchio (squat de Turin).

Les interventions qui se sont succédé ont montré comment l'arrestation et la mise en détention des antifascistes, sur lesquels pèsent des accusations qui peuvent leur valoir de nombreuses années de prison, ne sont autres qu'une partie de la vaste manœuvre répressive contre toutes les formes d'opposition sociale à Turin.

Les fascistes, aujourd'hui comme dans les années 1920, sont les troupes de choc du pouvoir fort de la ville. Ce sont eux qui font le sale travail que les forces du désordre de l'État ne peuvent (encore) faire directement. Toujours plus agressifs et violents, les fascistes sont les protagonistes d'innombrables agressions et attentats dans toute l'Italie. On ne compte plus les militants politiques et syndicaux, les immigrés, les travailleurs, les sans-abri victimes de leur violence. Il faut parler, en plus, des incendies de locaux politiques, de centres sociaux et squats. Cette escalade préoccupe tous ceux qui ont à cœur la liberté en Italie, mais ne suscite pas d'alarme parmi ceux qui aujourd'hui, à droite comme à gauche, occupent le pouvoir.

Le phénomène, malheureusement, prend depuis plusieurs années une dimension européenne.

L'une des interventions a dénoncé la très grave agression survenue dimanche 13 novembre à Saint-Petersbourg, où deux jeunes anarchistes et antimilitaristes, de retour d'une manifestation contre la guerre, ont été poignardés par dix naziskins. L'un des antifascistes, Timour, est mort suite à ses blessures.

Cette manifestation a également été l'occasion de demander la libération de Mehmet Tarhan, antimilitariste anarchiste turc enfermé depuis plusieurs mois dans une prison militaire pour avoir refusé de faire le soldat dans un pays où l'objection de conscience est punie par la prison. Mehmet, emprisonné dans des

conditions inhumaines, tabassé plusieurs fois et torturé, vient de terminer une grève de la faim contre ses geôliers.

Liberté immédiate pour les antifascistes arrêtés !

À cette occasion, la Fédération anarchiste italienne a diffusé ce tract :

Turin capitale de la répression made in Italie.

Le kärcher de Tatangelo & Cie.

À Turin, le kärcher invoqué par le ministre français pour nettoyer les banlieues des jeunes en révolte est utilisé d'une manière encore plus grave depuis plusieurs mois.

En ligne de mire : antifascistes, antiracistes, squatters, travailleurs en grève, opposants au train à grande vitesse (TGV), anticléricaux, tous ceux qui critiquent d'une manière active un ordre social qui s'appuie sur l'injustice, l'oppression et l'exploitation.

C'est le 20 juillet, voilà quatre mois, qu'ont été emprisonnés les dix antifascistes et antiracistes de Turin.

Rappelons les faits

Le 11 juin, un commando fasciste entre pendant la nuit au Barocchio et blesse deux squatters au couteau. L'un d'entre eux, l'intestin perforé, survit de justesse après son opération.

Les journaux minimisent l'événement et tentent de le faire passer dans les faits divers.

Le 18 juin, un cortège de quelques centaines d'antifascistes, après avoir traversé le quartier de San Salvario d'une manière pacifique, est chargé par la police pour l'empêcher d'entrer en centre ville. La police et les carabinieri utilisent une quantité énorme de lacrymogènes. Deux manifestants, qui s'étaient portés secours à deux autres manifestants, sont arrêtés : Massimiliano, de la FAI de Turin et Silvio.

¡NO AL FASCISMO!



**MANIFESTACIÓN
ANTIFASCISTA**

SABADO 20 NOVIEMBRE 20:00h PLAZA DEL CID

**CONVOCA: RESACA CASTELLANA
APOYAN: Red Skins Burgos**

Ils passeront deux semaines en prison avant d'être libérés avec un contrôle judiciaire hebdomadaire. Le 1^{er} juillet, la manœuvre répressive s'élargit et le procureur obtient l'arrestation de dix autres manifestants. Cette répression touche aussi des compagnons qui faisaient un piquet de solidarité avec les immigrants en rébellion au centre de détention de Corso Brunelleschi. Vingt militants, de diverses appartenances politiques, sont inculpés.

Après vingt jours de prison, dix antifascistes et antiracistes sont placés en résidence surveillée à leur domicile avec interdiction de sortie. Cette situation perdure encore aujourd'hui. Chiamparino rivalise avec les fascistes et la Ligue pour criminaliser les antifascistes. Au contraire, il n'avait pas prononcé un seul mot pour les victimes de l'agression fasciste au Barocchio.

La magistrature élabore des accusations farfelues : l'avocat de l'accusation parle d'un plan prémédité pour charger la police et créer des incidents au centre ville. Cette thèse invraisemblable est affinée jusqu'à la formulation de l'inculpation pour dévastation et saccage. C'est une manœuvre ridicule. On aurait pu en rigoler si dix antifascistes ne risquaient pas de huit à quinze ans de prison.

Le nettoyage olympique ne se limite pas aux arrestations mais s'attaque aussi aux occupations : en peu de mois, onze squats ont été évacués avec un cortège d'inculpations.

Les journalistes soutiennent les politiques et la magistrature dans leur œuvre de criminalisation, diffusant des informations fausses, particulièrement sur les anarchistes et plus généralement sur l'opposition sociale de Turin.

Mi-novembre, la découverte de cartouches de dynamite dans le Val de Suze et le jet de projectiles sur le président de la région sont le prétexte d'une énième campagne antianarchiste. Chaque fois qu'il s'agit de discréditer les luttes sociales et ceux qui les mènent sans compromission, arrivent les « colis », « colis intelligents », peut-être trop intelligents.

Le but est clair : empêcher la jonction entre les différentes luttes, entre les habitants du Val de Suze et ceux de Turin, entre tous ceux qui voudraient prendre en main leur destin.

Pour nous, notre engagement dans la dénonciation des mensonges des forces de désordre de l'État va de paire avec nos luttes contre les centres de détention pour immigrés, contre la précarité, contre l'exploitation, contre les incinérateurs, contre la destruction de l'environnement, contre le train à grande vitesse, contre les mille nocivités du Turin olympique.

FAI-Torino

Val de Suze

Une vallée en rébellion

Liaison FA, Chambéry

FA73@no-log.org

Depuis plusieurs mois, le Val de Suze est en ébullition. La dernière grande manifestation, le 16 novembre, a réuni de 80 000 à 100 000 personnes pour dire d'une seule voix : NO TAV*!

LE VAL DE SUZE, dans la région du Piémont en Italie, est une vallée des Alpes un peu perdue, frontalière avec la France. La cause de la colère et de la résistance est le projet de nouvelle ligne ferroviaire dit « TGV Lyon-Turin ». Ce projet mijote depuis au moins une dizaine d'années, annoncé depuis fort longtemps au niveau européen dans les futurs grands travaux pour construire de nouvelles voies de circulation, notamment sous les Alpes. Du côté français, c'est la région Rhône-Alpes qui est concernée. Cette nouvelle ligne, qui se déclinerait en une partie fret et une partie voyageurs, engagerait des travaux énormes dans la région. Le plus impressionnant et le plus difficile à réaliser serait le gigantesque tunnel de 53 km sous les Alpes, qui partirait de Saint-Jean-de-Maurienne pour ressortir en Italie, dans le Val de Suze justement. Le coût des travaux est estimé à 13 milliards d'euros ! Autant dire que ce projet pharaonique est certainement le plus gros chantier européen pour les vingt prochaines années. L'enjeu est de taille.

Du côté des politiciens, tout le monde s'accorde pour promouvoir le TGV Lyon-Turin. Les deux États (italien et français) ont déjà signé des accords de principe. La présidence de la région du Piémont comme la confédération syndicale CGIL vont dans le même sens. Du côté français, le conseil régional, le conseil général de Savoie et les élus des municipalités comme celles de Chambéry ou de la vallée de la Maurienne, sont sur la même ligne : oui au TGV Lyon-Turin ! L'Europe soutient et a déjà déboursé quelques dizaines de millions d'euros. Mais le projet a de la peine à démarrer... Seules les galeries de reconnaissance dans la vallée de la Maurienne ont marqué le début des travaux, alors que la première galerie de reconnaissance côté italien devait justement commencer à être creusée cet automne à Venaus. C'est que 13 milliards d'euros au bas mot et 500 millions d'euros uniquement pour les travaux de reconnaissance, ça ne se trouve pas facilement, même dans les caisses des États les plus riches de la planète.

NO TAV



Le second problème qui s'annonce difficile à surmonter pour tous les promoteurs du projet est la résistance active de la population piémontaise.

Depuis plus de dix ans que la lutte existe en Italie, les dernières démonstrations de résistance au projet réaffirment la détermination des habitants de la région. Dans le Val de Suze, le 4 juin 2005, au moins 30 000 manifestants partis de la petite ville de Suze rejoignent le site du chantier de la galerie de reconnaissance de Venaus. Le 31 octobre, un énorme mouvement d'opposition embrase la vallée italienne, en empêchant les forces de l'ordre d'avancer vers les lieux de sondage. Les ouvriers des usines se mettent en grève. Le train entre Modane (France) et Turin sera bloqué plus de trente fois. Cette journée se termine par des fêtes populaires dans les villages. Les jours suivants, les heurts continuent avec la police, et les arrestations se multiplient. Dans la vallée, la population, réunie en assemblées générales, appelle à la grève générale pour le 16 novembre. Ce jour-là, l'appel est largement suivi, et c'est entre 80 000 à 100 000 personnes qui manifestent. Tous les commerces ont baissé leur rideau, des gamins aux plus vieux, tous et toutes sont dans la rue et dans la montagne. Dans une vallée qui compte 50 000 habitants, les renforts sont venus de toute la région et de la capitale du Piémont, Turin. Dans le Val de Suze, les élus municipaux (et même les curés !) ont depuis longtemps senti

le vent tourner et ont rejoint la population dans son opposition au TAV. La vallée se trouve actuellement sous occupation policière avec plus de 15 000 flics sur place.

Pendant ce temps, dans la région Rhônes-Alpes, le consensus pro-TGV se maintient. Même les communes de la Maurienne, qui seront touchées de plein fouet par les chantiers pour n'en retirer aucun bénéfice, restent favorables au projet. Seules quelques timides voix commencent à émerger.

Comment faire passer la pilule

Les raisons de refuser la nouvelle ligne ne manquent pourtant pas. Dans le Val de Susse, on fait savoir qu'une vallée de montagne déjà parcourue par une autoroute, deux routes nationales, une ligne ferroviaire, et deux lignes électriques ne peut accueillir une nouvelle infrastructure sans engendrer des effets négatifs insupportables sur l'environnement et tout simplement sur la vie dans cette région. Une nouvelle ligne avec un flux continu de trains entraînera des conséquences graves sur la santé, avec une pollution électromagnétique, et sonore notamment la nuit. De plus, toute la région jusqu'à Turin deviendra un immense chantier pendant quinze à vingt ans, avec des centaines de camions quotidiens supplémentaires transportant les matières extraites de la montagne! Sans oublier que les premières études ont montré que de l'amiante et de l'uranium à l'état naturel se trouvent dans la roche, et seraient alors remontés à la surface lors des travaux d'excavation.

En Italie, l'arrogance du gouvernement lui a fait croire qu'il pouvait se passer d'informer ou de consulter la population locale, ce que les plus modérés lui reprochent. Mais la plupart des Piémontais disent que c'est justement parce qu'ils se sont informés par leurs propres moyens, et qu'ils connaissent donc la réalité du projet, qu'ils s'opposent de toutes leurs forces au Lyon-Turin.

Du côté français, le mouvement de résistance italien inquiète les promoteurs du projet, et ceux-ci ne cessent de dire que la démarche pour présenter le TGV Lyon-Turin a été différente en France, ce qui expliquerait l'inaction, voire le point de vue favorable des populations locales sur le sujet. Il est vrai que l'État français et les collectivités territoriales ont procédé autrement qu'en Italie, probablement échaudés par la résistance pendant des années au tunnel du Somport ou par celle des opposants aux nouvelles lignes TGV. La démarche s'est donc voulue plus participative, cherchant à faire croire aux gens qu'ils ont leur mot à dire, pourvu qu'ils aillent dans le même sens que ceux qui décident. En guise de pseudodébat démocratique, l'information, ou plutôt la communication, se fait à coup d'expositions, comme à Chambéry par exemple, où les habitants et les écoliers ont été invités à découvrir le « grand projet ». La presse locale et les publications des collectivités ont fait l'apologie du progrès technologique pour

renvoyer à une attitude passiviste les opposants, tout en présentant à la population l'aspect inéluctable de l'augmentation du trafic de marchandises et donc l'obligation d'anticiper cette évolution.

Enfin, l'argument décisif sur lequel les dirigeants s'appuient aujourd'hui, c'est le ferroutage comme alternative au tout-roulier.

L'argument du ferroutage

Après avoir délibérément favorisé le tout-roulier et le lobby du transport sur route, les élus découvrent les vertus du ferroutage pour mieux faire passer la pilule du TGV Lyon-Turin.

Si le TGV dans sa version voyageur ne peut intéresser que les cadres et patrons entre deux capitales régionales, l'intérêt pour les populations locales est inexistant: ils n'en verront que les nuisances, et peuvent très bien se contenter des lignes actuelles pour voyager, d'autant plus que ce TGV ne s'arrêtera que très



peu entre les deux métropoles, les petites gares locales étant « oubliées » par la grande vitesse. Par contre, l'argument du ferroutage fait mouche, notamment dans les vallées de Maurienne ou du Mont-Blanc, asphyxiées par les milliers de camions quotidiens (plus de 6 000 camions par jour). Et c'est également pour cette raison que, de gauche à droite, tout l'échiquier politique français soutient le projet. Ainsi, les Verts, ne voyant pas plus loin que le bout de leur nez, s'engouffrent dans sa promotion.

Les prévisions d'augmentation du trafic de marchandises sont vertigineuses. Ce qui se profile, ce n'est pas un transfert des camions vers le rail, qui se ferait naturellement selon les élus, mais bien l'augmentation généralisée du trafic, à la fois sur les routes, et peut-être par le train pour peu qu'il devienne plus avantageux économiquement pour les entreprises de transport. Le Lyon-Turin, comme tous les projets du même type, ne permettra aucunement d'éviter le transport routier désastreux, mais servira, dans quinze à vingt ans, à absorber partiellement l'augmentation du transport de



marchandises à travers l'Europe. Sur route, sur rail, ce sera toujours plus de transports, toujours plus de pollution.

Nous ne pouvons, en effet, déconnecter cette problématique locale (au niveau des Alpes) de la question de la production et du transport des biens. Nous savons tous aujourd'hui que les capitalistes et les États cherchent à produire au moindre coût pour augmenter leurs marges de profit sur un marché qui est aujourd'hui à l'échelle européenne, voire mondiale. Nous avons tous entendu ces exemples qui montrent l'absurdité de l'organisation capitaliste de la production, où un produit fera le tour de l'Europe avant d'être fini, et parfois revenir au point de départ pour être vendu, les patrons allant chercher la main-d'œuvre surexploitée à moindre coût là où elle se trouve, au sud, à l'est de l'Europe... C'est ce qui fait que le transport de marchandises explose, avec son corollaire de pollutions, de dangers (accidents), de transports vides (un camion sur trois), d'usure des routes, et la nécessité de construire toujours plus d'infrastructures de circulation et de communication. Tous ces coûts étant assumés par la collectivité pour le plus grand bénéfice des entreprises! Et puisque l'on parle de la vraie raison du projet, qui est d'adapter le territoire aux besoins du capitalisme, n'oublions pas que le juteux marché de 13 milliards d'euros pour la construction de la ligne doit faire rêver plus d'un patron. Il paraît qu'en Italie, Berlusconi aurait des intérêts directs dans le futur marché de la ligne (on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même); en France, on imagine que cela se fera dans la plus grande transparence...



Quelles alternatives?

Les solutions alternatives à court terme existent pourtant. Il suffirait de favoriser réellement le ferroutage sur les lignes ferroviaires existantes qui traversent les Alpes, en les développant et les adaptant. L'urgence d'un transfert de la route sur le rail, c'est aujourd'hui et pas dans quinze à vingt ans! Encore faut-il qu'il y ait une réelle volonté politique alors que le fret SNCF est en diminution et que le lobby routier est tout-puissant.

Fondamentalement, il est évident que c'est le modèle capitaliste qui est à remettre en cause. Pour empêcher les productions inutiles, réévaluons nos besoins réels. Favorisons également la production locale et sa consommation sur place, qui limitera les transports.

Il s'agit donc bien de reprendre nos vies en main, en contrôlant nos modes et nos choix de production, de transport et de distribution, en les gérant directement.

Le concept de décroissance est particulièrement adapté à cette problématique. La situation et les enjeux du Lyon-Turin illustrent bien la fuite en avant d'un capitalisme qui nous conduit dans une impasse, vers un monde invivable. Le Lyon-Turin nous montre également que les États et leurs représentants locaux n'ont comme objectif que de satisfaire le système capitaliste, qui les en remercie grassement, au détriment de gens surexploités d'un côté et crevant de la pollution de l'autre, tout en subissant les délocalisations de production.

Aujourd'hui, il est crucial de soutenir la résistance dans le Val de Susse par notre solidarité, en faisant circuler l'information sur la situation locale, et en développant la lutte où nous vivons.

C'est sur notre terrain, dans nos villes et villages, nos associations, qu'il convient de créer un rapport de force susceptible d'infléchir les décisions politico-économiques. Face à l'État et à la logique de profit, nous choisissons l'action directe et collective qui s'attaque à la seule corde sensible du pouvoir: celle de l'argent

La logique de profit pollue nos vies!
Ni route ni rail pour les intérêts du fric!

* Non au TGV!

AnArtiste

LE NUMÉRO 7 d'AnArtiste, la revue du groupe La Vache folle de la Fédération anarchiste, vient de paraître. Il propose un voyage du côté des écritures avec des nouvelles, de la poésie et même de la musique et de la théorie.

Six auteurs ont envoyé une nouvelle à la revue. Dans *Un bruit de médailles*, Sébastien Doubinsky met en scène un sous-officier aviné et un jeune appelé. Raviver des souvenirs glauques, ne se termine pas toujours bien. La *Zira* de Jean-Luc Baharimanana évoque le Madagascar qu'il a quitté il y a une quinzaine d'années. Dans *Nous sommes tous des Gitans belges!* de Didier Daeninckx, en pleine débâcle de 1940, un riche paysan et un Rom apprennent à se connaître. Jean-Pierre Levaray, avec son *Raid nocturne*, nous fait découvrir l'usine au quotidien et nous montre que les ouvriers n'ont pas encore tous disparu. L'œuvre de Marcel Moreau est riche de plus de quarante livres: l'amour, le corps et les mots y sont des thèmes récurrents. Dans *La Danse du sens des mots dans la vie organique*, il s'acharne à répéter qu'il faut libérer la parole. Elen Capucine, plasticienne et voyageuse, propose un portrait de femme.

Ces nouvelles sont précédées d'une poésie de Julien Blaine et d'un texte d'Archibald Zurvan sur les différentes formes de littératures. Il y rend hommage à Jacques Lacarrière, récemment disparu.

On lira aussi une approche des écritures musicales contemporaines par Hervé Zenouda et des conseils de lecture par Felip Equy.

L'ensemble est agrémenté de dessins réalisés par les Chats pelés. Ce collectif de graphistes, entre dada et l'art brut, utilise toutes sortes de matériaux dans des albums pour enfants plein d'humour.

Phil Ducira

AnArtiste, n° 7, novembre 2005, 40 pages, 6 euros. L'abonnement est de 10 euros (ou plus) pour deux numéros (chèque à l'ordre d'AnArtiste). Les anciens numéros sont encore disponibles au prix de 6 euros l'un.
AnArtiste, 117, rue de la Réunion, 75020 Paris.
Courriel: anartiste@editionska.com

La parole est à Marinus van der Lubbe

AU DÉPART c'est une pièce dans la pièce. La troupe joue la *Résistible Ascension d'Arturo Ui* de Brecht. Soudain, le comédien interprétant Fish s'identifie, non à son rôle, mais à son double original, Marinus van der Lubbe, l'incendiaire du Reichstag, février 1933. Sur les planches c'est la confusion, le chaos, qui renvoie au chaos des circonstances de l'époque. La représentation change de cap et, du chaos, émerge le personnage fort de l'ouvrier révolutionnaire de Leiden, ses écrits, journal de voyage, tracts, lettres, le procès verbal de son interrogatoire après l'incendie.

Il y a son parcours de vie, ses amis et camarades, la route et la précarité, ses hésitations, sa critique étonnamment actuelle du communisme de parti, de la nécessité de l'autonomie dans les luttes, le rêve d'un monde nouveau,

humain et généreux. Pour écrire *Labo Lubbe*, Yves Pagès s'est librement inspiré des textes connus de Marinus. François Wastiaux signe la mise en scène et la scénographie. Foisonnante d'imagination, toujours animée par une énergie décapante. *Labo Lubbe* est au Théâtre de la Cité universitaire. Compagnie Valsez-Cassis, Jusqu'au 11 décembre; lundi, mardi, vendredi à 20 heures, dimanche 17 h. Tarif plein, 21 euros, lundi 12 euros, tarif réduit 14 euros.

1. Marinus van der Lubbe, *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*, Verticales, mars 2003, 295 p., 18 euros (documents traduits du néerlandais par Hélène Papot, présentés et annotés par Yves Pagès et Charles Reeve). En vente chez Publico.

Saint-Étienne

Retour sur le salon
de l'Autre Livre
les 14, 15 et 16 octobre 2005

Une expérience d'autogestion

L'IDÉE TRAINAIT dans plusieurs de nos têtes depuis quelques mois (Forum social libertaire de Montreuil, festival des Résistances et des alternatives à Saint-Étienne du printemps dernier).

Comme chaque année, la fête du livre organisée par la ville était prévue à la mi-octobre: c'est donc naturellement que nous avons pris la décision de créer autre chose au début septembre.

Mais quel pari! Le désir, la volonté de présenter d'autres livres, avec d'autres éditeurs et d'autres auteurs enthousiasmement un grand nombre d'entre nous.

Le contact avec les éditeurs se fit via Internet, et en direct à Merlieux (fin septembre) au salon du Livre off, nous permettant ainsi de revenir avec un stock important de livres en dépôt, les éditeurs nous encourageant en nous accordant leur confiance.

Sur la façade et le fronton de la Bourse du travail, trois immenses banderoles rouge et noire annonçant l'événement sont accrochées dès le jeudi soir. La salle Sacco-et-Vanzetti est investie par les couleurs cénétistes tandis que sur les tables, recouvertes de tissu noir et rouge, quelque 1800 ouvrages sont disposés.

Dès le vendredi matin, 9 heures, tout le monde est prêt: les différents auteurs et auteurs (Marie-Claire, Pierre, Daniel, Maurice, Jimmy, Henri, etc.) entourés des deux éditeurs qui ont fait le déplacement (ACL et Agone). L'espace café devient café littéraire avec les discussions autour de quelques livres (sur le sexisme par exemple) ou de lectures (par Brigitte et Roger en autres).

La chorale Barricade et Didier (de Monsieur Bidon) agrémentèrent l'apéro avec leurs chants révolutionnaires et poétiques. Et des dizaines de visiteuses et de passants se baladèrent au milieu de cet espace en feuilletant moult et moult livres et même purent se désaltérer ou grignoter à la buvette à prix libre. Une minute à FR3 Saint-Étienne, un article dans la presse locale le dimanche amenèrent d'autres curieuses générant rencontres, discussions, sourires, émotions, rires, rêves, etc. Avec Roland, Anne, Hélène, Daniel, Pierrot, Alvina, Patricia, Brigitte, Ramon, Eric, Gilla, Frédo, Michèle, Claire, Christian, etc. (et des dizaines d'autres), nous avons construit, réalisé, participé à cette expérience d'autogestion où chacune et chacun trouvent leur place pour le bon déroulement de ces trente heures exceptionnelles (trois jours).

Le bilan financier s'est avéré positif. Donc, nous avons acheté des livres pour ouvrir une bibliothèque dans la salle 15bis de la Bourse du travail.

Dans un des cinémas de la ville, une projection gratuite est prévue pour prolonger tout cela. Et certains d'entre nous parlent d'organiser des causeries populaires...

En fait, rien de bien révolutionnaire, juste une réappropriation de certaines expériences des fondateurs du syndicalisme.

CNT-Loire

Palestine

La résistance non violente du village de Bil'in



Geneviève Coudrais

h BIEN QUE L'ÉTAT D'ISRAËL soit tenu de geler son expansion coloniale et de démanteler ses colonies, illégales en application du droit international, bien que le tracé du mur ait été déclaré illégal par la décision du 9 juillet 2004 de la Cour internationale de justice, le mur du village de Bil'in (1 500 habitants), à l'ouest de Ramallah a été spécifiquement pensé pour incorporer la nouvelle colonie de Menorah, et l'extension de la colonie ultraorthodoxe existante de Kiryat Sefer et de celles de Matiyahu Misrah et de Modi'in Ilit que les gouvernements israéliens veulent annexer à Israël. Il frôle les maisons du village et a déjà permis la confiscation de 150 hectares de terres cultivées (les trois quarts des terres du village), principalement des oliveraies, des amanderaies et des plantations de figuiers qui restaient le seul moyen de subsistance de ses habitants depuis qu'ils ne peuvent plus aller travailler en Israël.

Ce n'est hélas, pas la première fois que les habitants de Bil'in sont confrontés à une telle spoliation: il y a dix ans, déjà, que des oliveraies ont été volées et détruites par des bulldozers pour permettre la construction de colonies. Depuis que la Cour suprême a rejeté le recours des habitants de Bil'in et que le gouvernement a arrêté le tracé du mur, pratiquement chaque jour, hommes et femmes marchent vers le site de construction pour tenter de bloquer le travail des bulldozers qui arrachent les oliviers et les séparent de leur terre. En rétorsion, l'armée envahit le village, de jour comme de nuit, les soldats entrent dans les maisons et frappent leurs habitants. Des dizaines d'entre eux ont été blessés par le tir de

balles en caoutchouc (en réalité en métal, recouvertes d'une fine couche de caoutchouc), de bombes assourdissantes et grenades lacrymogènes, armes non mortelles, en principe, mais qui peuvent s'avérer très dangereuses lors d'un tir à courte distance. Une maison de Bil'in a déjà pris feu suite au tir d'une bombe sonore par les gardes-frontières.

Un comité du village a été constitué qui comprend cinq membres représentatifs des partis et des associations du village, responsable de toutes les décisions d'urgence. Le comité est devenu officiellement actif au mois de janvier dernier, mais il avait déjà consulté d'autres villages qui avaient été impliqués dans la lutte légale et pacifique contre la construction du mur d'annexion. Le village de Budrus, notamment, a été une source puissante d'inspiration et d'influence puisque, après cinquante-trois manifestations non violentes, Budrus est parvenu à déplacer le trajet du mur.

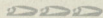
À la demande des habitants de Bil'in, les mouvements israéliens Gush Shalom, Anarchists against the Wall [voir le *Monde libertaire*, n° 1415 du 10-16 novembre 2005], Ta'ayush et The Women's Coalition for Peace ont décidé d'une manifestation pacifique commune sur les lieux tous les vendredis. Une centaine de civils israéliens se rendent ainsi sur les lieux, formant un lien réel et significatif avec « l'autre côté ».

Abdullah Rameh, membre du comité, parle de la présence des militants israéliens: « Au début, c'était difficile pour les gens de Bil'in de comprendre pourquoi les Israéliens venaient et ce qu'ils faisaient. Mais, quand les

soldats commencèrent à venir la nuit dans le village, les Israéliens leur disaient de partir. Tout le monde au village a réagi positivement et ils comprennent que les Israéliens sont dans le village pour les protéger. On ne peut nier leurs efforts et leur activité. On travaille, dort et mange ensemble, on est comme dans une famille et l'on combat ensemble pacifiquement. On doit travailler ensemble, pas seulement pour les manifs, mais parce que c'est si important d'agir vers la population israélienne. »

De l'autre côté, Laser, militant israélien, considère que, s'il n'y avait pas de participation israélienne, « l'armée israélienne commencerait à tirer. Une fois, ils nous ont arrêtés à un check-point mobile et ils ont donné l'ordre aux soldats israéliens de tirer sur les manifestants mais une vingtaine d'entre nous a pu traverser, alors ils ont annulé l'ordre. Pourquoi? Parce qu'ils sont racistes ».

Les efforts du village seront-ils un succès? Mohammed al-Khatib, membre du comité, répond que le mot « succès a beaucoup de significations: si vous voulez dire déplacer le mur, je pense que ce n'est pas impossible, mais c'est difficile [...] mais, si vous parlez de succès sur d'autres aspects, je réponds oui. Nous réussissons à dire aux gens autour du monde que notre village a le droit d'être ici, sur notre terre, et c'est la vérité. Nous montrons que les menteurs, c'est l'occupation. L'occupation ne défend pas les Israéliens de nous mais elle nous vole. Si j'avais dit, il y a un an, que je suis de Bil'in, personne n'aurait su d'où je parlais, mais maintenant les gens savent et ils savent que nous résistons au Mur.



Mais, c'est plus important, ils entendent que nous résistons par des moyens pacifiques et ils nous encouragent. Mais on ne peut pas seulement dire que notre résistance non violente appartient à Bil'in, parce que maintenant, elle appartient aux Palestiniens ».

Mohammed al-Khatib, membre du comité du village, s'exprime ainsi : « Toutes nos manifestations sont non violentes, nous rappelons depuis le haut-parleur de la mosquée que nous sommes engagés pour la non-violence et pour délivrer ce message que nous voulons seulement défendre notre terre. Depuis notre première manifestation, nous n'avons pas jeté une seule pierre. C'est différent de la première intifada. Nous n'allons pas aux manifestations pour jeter des pierres, mais nous ne commandons pas une armée et nous ne pouvons pas empêcher tout le monde de jeter des pierres quand on les provoque. Les soldats sont entraînés à la violence et quand les gens les voient tirer des balles et entrer dans nos maisons, ils veulent se défendre. Ils ne saisissent pas des fusils, mais ramassent des pierres autour d'eux. L'essence de nos manifestations est d'être pacifiques et, si elles ne le sont pas, ce n'est pas parce que nous lançons des pierres mais parce que les soldats commencent à tirer. Il y a eu une manifestation où les soldats n'ont pas commencé la violence et où ils ne sont pas entrés dans le village et aucune pierre n'a été lancée. C'est un record. »

Ce qui caractérise les manifestations de Bil'in, outre la non-violence, outre leur caractère unitaire entre militants pour la paix, d'où qu'ils viennent, est la créativité et l'inventivité de ses militants. Les manifestations ont ainsi rassemblé des militants et des habitants enchaînés ensemble aux oliviers ou formant des « tonneaux humains », allongés sous des barrières en métal de leur fabrication auxquelles ils étaient enchaînés, transportant des cerceaux ou déposant de fausses pierres tombales en arabe, en hébreu et en anglais avec le texte suivant : « Reposez en paix, le village de Bil'in est mort quand ses terres lui ont été ôtées » ; des étrangers et des Palestiniens se sont fait enfermer dans une cage au pied des bulldozers ; une autre fois, la marche a été menée par des personnes rendues infirmes par les forces d'occupation et par d'autres personnes portant le nom des 3800 Palestiniens tués depuis le début de la deuxième intifada en 2000.

Le 8 juillet 2005, jour anniversaire de l'arrêt de la Cour internationale de justice de La Haye, qui a déclaré que la « barrière de sécurité » viole le droit international et qu'elle doit être démantelée, a eu lieu une nouvelle manifestation à Bil'in pour laquelle a été battu un grand rappel. Abdullah Abu Rameh avait été convoqué la veille et il lui a été dit que si les villageois de Bil'in continuaient leur combat il leur arriverait la même chose qu'à Bidu, village où l'armée a tué cinq manifestants il y a quelques mois.

Sheikh Tayseer Tamimi, chef de la Cour suprême islamique dans les territoires palesti-

niens, membre du Fatah, avec un aplomb parfait, a dépassé ce jour-là les barbelés, est entré dans la zone interdite. Des centaines d'autres musulmans ont suivi. Les manifestants non musulmans sont restés à l'arrière.

Après cet épisode religieux, l'ensemble des manifestants est entré dans la zone interdite. L'assurance a été donnée au commandant militaire que la manifestation allait bientôt cesser, en contrepartie les soldats repartiraient et, pour la première fois, il a semblé que la manifestation du vendredi de Bil'in se terminerai sans une violente répression, laquelle s'est pourtant tout à coup brutalement déclenchée. Elle a été très dure, même au regard des moyens habituellement employés à Bil'in. Il y a eu de nombreux blessés.

Pour résister à l'instauration d'un couvre-feu pratiqué dès 5 heures du matin pour empêcher la manifestation, aux arrestations préventives d'Israéliens et d'internationaux, l'association Gush Shalom a lancé l'idée d'un concert de piano pour le 23 septembre. À cette fin, Jacob Allegro Wegloop, pianiste qui a pu survivre à l'Holocauste alors que ses parents, arrêtés peu après sa naissance ne sont pas revenus des camps d'extermination nazis, a accepté d'offrir sa musique en symbole de paix.

Le 29 septembre, un piano étant arrivé dans la nuit et installé en plein air, Jacob Allegro Wegloop a ainsi offert un concert aux habitants de Bil'in avant le départ de la manifestation hebdomadaire.

Le 21 octobre, les villageois de Bil'in ont fait ce que les Nations unies et la communauté internationale n'ont pas fait depuis plus d'un an : ils ont mis en application la décision de la Cour internationale de justice et ont enlevé les poteaux métalliques qui devaient être utilisés en tant que bases pour la barrière d'annexion. En réponse, les soldats israéliens ont mené des incursions plusieurs nuits de suite à Bil'in, où ils ont fouillé chaque maison et rassemblé les militants connus pour leur participation aux manifestations non violentes, tout en veillant à ce que le village ne puisse pas dormir pendant toute l'opération. Onze militants palestiniens non violents, dont un jeune de 16 ans et trois frères d'une même famille ont été arrêtés.

C'est pourquoi le vendredi suivant, 28 octobre, était prévue une nouvelle manifestation où les villageois devaient porter un message de vingt mètres de long, marchant les mains liées et portant les noms des manifestants toujours en détention. Vendredi 4 novembre, à 8 heures du matin, quatre Israéliens ont été arrêtés et choisis par les huit militants qui s'étaient enchaînés aux piliers de la barrière en construction. Mais, ainsi qu'il avait déjà été dit, « le combat continue ». **G. C.**

Sources : les récits d'Uri Avnery, le site de Gush Shalom (www.gush-shalom.org), sur lequel on peut trouver un vidéo de la manifestation du 28 avril, le site AFPS (www.france-palestine.org) et le site ISM



Vivre le génocide des juifs, hier et aujourd'hui



Autour d'un livre de Maurice Rajsfus

Larry Portis

a APRES LA PUBLICATION de nombreux ouvrages où il fait le point avec son franc-parler sur des sujets les plus sensibles, Maurice Rajsfus se livre à des réflexions sur les souvenirs qui l'ont hanté depuis les rafles et les déportations des juifs qui ont décimé sa famille et auxquelles il a échappé par « hasard ».¹ Et qu'implique le fait d'être juif et rescapé du massacre planifié sur une échelle inouïe et exécuté avec toutes les ressources administratives, infrastructurelles et financières d'une société industrielle capitaliste? Pour une victime française du judéocide, comment réagir face à une population française ayant participé, pour une large part, aux événements, ne serait-ce que par manque d'opposition? Difficile de faire porter la responsabilité de l'oppression et de l'horreur au seul régime nazi. Si la majorité des Français étaient coupables de complicité par cupidité, haine, peur ou indifférence, comment les survivants devaient-ils comprendre cette culpabilité, la vivre au quotidien et agir pour éviter le prochain déferlement d'antisémitisme?

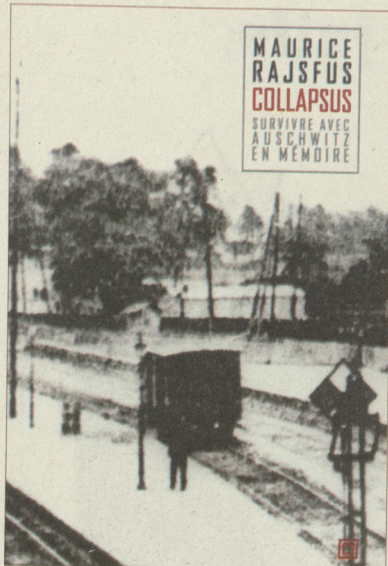
En réponse à ces questions, Maurice Rajsfus a toujours récusé la dérive « identitaire » qui consiste à se retrancher derrière le

fait d'être juif. D'ailleurs, comme il le souligne, « être juif » est une vocation bien ambiguë, si l'idée d'une telle appartenance se transmet génétiquement par la mère.² Une telle transmission sous-entend que l'ethnicité juive se fonde sur une base biologique voire « raciale », prémisse sur laquelle les nazis et autres racistes s'accordent sans difficulté. Toutefois, et au-delà des définitions, le fait d'antisémitisme et les atrocités commises en son nom pèsent sur toutes celles et ceux identifiés comme juifs.

Maurice Rajsfus a porté l'étoile jaune. Il a perdu sa famille dans les pires circonstances. Ainsi, comme beaucoup, il a acquis le « droit » de parler au nom des disparus et des survivants. Le plus remarquable est qu'il exerce ce droit en refusant de céder à la paranoïa ou à une démagogie identitaire servant d'obscur intérêts. Il accepte le fait d'être identifié comme juif afin de lutter contre l'exploitation du malheur des juifs à des fins politiques.

Érigeant le génocide des juifs en événement historique incomparable aux autres massacres historiques, les gardiens de la mémoire de ce génocide instrumentalisent

**MAURICE
RAJSFUS
COLLAPSUS**
SURVIVRE AVEC
AUSCHWITZ
EN MÉMOIRE



non seulement l'horreur, mais singularisent davantage le « peuple juif » perpétuant ainsi l'antisémitisme. Des politiques étatiques sont infléchies par le jeu géopolitique. Ceux qui s'attachent à créer l'amalgame entre le confessionnalisme juif et l'État d'Israël cultivent un communautarisme politique. À cet égard, Maurice Rajsfus souligne qu'il existe « de bons apôtres qui estiment nécessaire de mettre en équation l'anéantissement des juifs d'Europe. [...] Ce sont ceux-là mêmes qui ont imposé le mot hébreu *Shoah* à la place de génocide qui convient pourtant parfaitement à l'assassinat de masse commis par les nazis. Ce n'est pas là simple querelle de langage, dispute sémantique hasardeuse, tant la volonté est forte de marquer un territoire qui appartient pourtant à l'ensemble de l'humanité. Cette référence, aujourd'hui obligée, nous est venue d'Israël alors que les juifs exterminés étaient loin d'être tous sionistes en un temps où même le rabbinat était hostile à l'idée d'un retour des juifs sur la Terre promise. (p. 23)»

Alors, faire l'amalgame entre les juifs et le sionisme est non seulement utile pour souder une partie de la population sur la base des peurs ancestrales (de l'antisémitisme), mais c'est aussi rentable pour qui souhaite utiliser une présence « occidentale » au Moyen-Orient. Les usages du judéocide des années 1940 sont multiples. Paradoxalement, les commémorations de ces tristes événements sont de plus en plus prétexte à réprimer d'autres populations.

« On commémore, dit Rajsfus, pour avoir la conscience tranquille. On commémore pour faire savoir aux populations laborieuses que les bons sentiments peuvent être proclamés, alors que l'instinct répressif reste toujours vif. On réprime les jeunes des banlieues, les sans-papiers, les chômeurs et ceux sur qui pèse la menace de la perte de leur emploi. On réprime socialement et politiquement. On réprime politiquement en expulsant des étrangers qui avaient cru trouver asile au pays des libertés. (p. 104)»

L'épouvantail de l'antisémitisme sert, comme l'épouvantail de l'« islamisme » et du « terrorisme ». Diviser les populations selon des critères ethniques et confessionnels, imposer des termes creux comme « extrémiste » au lieu de nuancer le vocabulaire et les esprits, tout cela sert, en fin de compte, à créer des fanatismes et à encourager toutes les formes de violence en niant la compréhension et la tolérance.

Les effets de cette manipulation sont à la hauteur du système pervers qu'elle entretient. Si les « dirigeants » ont des responsabilités particulières, les « dirigés » sont aussi coupables d'assurer les basses besognes. Accepter d'être un « exécutant » engage parfois, et même souvent, une décision lourde de conséquences pour l'individu et la collectivité. On connaît le jeu du « bon » et du « mauvais » policier. Au-delà des intentions et du caractère individuels, c'est le système défendu qui

structure les comportements. Parlant de sa triste histoire familiale, Maurice Rajsfus écrit : « Dans mes cauchemars, il n'y a jamais le moindre Allemand. Seulement des policiers français. Ceux-là tiennent le haut du pavé, et ricanent. Ils ont le verbe fort et le geste menaçant. (p. 71)» Comme partout dans « la chaîne de commande », « le policier n'a pas de sentiments. C'est un exécutant. Nul ne peut espérer faire vibrer chez lui une quelconque corde sensible. Il n'est pas programmé pour partager la douleur de ses semblables. Il n'a d'autres semblables que ses collègues – il lui arrive de pleurer la mort de l'un d'eux. (p. 76).»

Mais on n'a pas besoin d'être policier pour participer à la répression. Maurice Rajsfus ne relève pas un seul cas de chauffeur d'autobus qui ait refusé de transporter des juifs vers les camps de concentration, c'est-à-dire vers la mort. On accomplit son devoir comme fonctionnaire d'État. Mais qu'est-ce qui a changé depuis ? « Peut-être... » le 17 octobre 1961, les mêmes machinistes – parfois – que ceux du 16 juillet 1942, ont été également requis par la préfecture de police : pour charger des Algériens, cette fois. » (p. 60)

Les déportations, les regroupements des populations, les camps de concentration, tout cela existait bien avant les nazis et existe encore. Selon Rajsfus, « il n'est pas possible de vivre avec le seul souvenir des camps nazis. Car vivre avec ce seul souvenir amène à considérer les autres systèmes d'enfermement comme acceptables, voire nécessaires [et], dans la France démocratique du début des années 2000, une centaine de centres de rétention ont été ouverts pour y enfermer des étrangers à qui le droit d'asile a été refusé. (p. 95)»

Depuis vingt-cinq ans, Maurice Rajsfus travaille inlassablement à informer sur une histoire contemporaine déformée par des idéologues et des politiques cyniques. Ses témoignages sont essentiels et ses analyses précieuses dans une ère crapuleuse où la mémoire flanche et où il y a tellement de choses à « réinventer » : « Tout n'est pas possible. Tout n'est pas acceptable, en souvenir du génocide. Avoir été victime de la barbarie ne donne pas d'autres droits que celui de lutter contre la renaissance de la barbarie. Les victimes absolues devraient même se trouver au premier rang de ceux qui font barrage à la prétention des nouveaux fascistes de décider de notre destin. (p. 134)»

L. P.

1. Maurice Rajsfus, *Collapsus. Survivre avec Auschwitz en mémoire*, Paris, Éditions Lignes, 2005, 191 p.

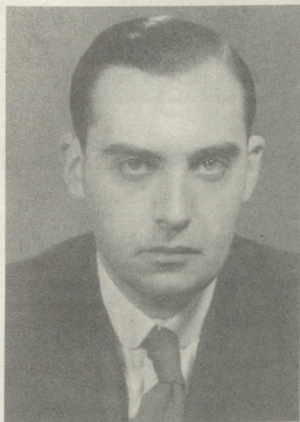
2. Voir le dernier film d'Amos Gitai, *Free Zone*, pour une évocation ironique de cette définition de « juif », institutionnalisée par l'État d'Israël. Une des protagonistes, Rebecca, jeune Américaine arrivée en Terre promise pour retrouver ses racines, apprend qu'elle n'est pas juive puisque sa mère ne l'est pas.

Pierre Mabille

et Égrégores ou la vie des civilisations

« Je dédie ces pages aux combattants de l'Espagne révolutionnaire écrasés par le poids d'un monde de mort. Premiers vivants de la grande Légende où se fondera la neuve conscience des hommes. »

O,
anonyme parisien



Pierre Mabille, photo de Man Ray

CETTE DEDICACE ouvre *Égrégores* dont la première édition date de 1938. Comme il le précise dans la brève dernière partie, « Affleurement de l'aube », écrite peut-être en 1937 ou 1938 (il indique pourtant dans sa préface qu'il a terminé la rédaction en juillet 1936), il accorde à la guerre d'Espagne une grande importance « qui pourra paraître exagérée aux esprits superficiels qui ne connaissent pas la vertu magique que prennent certains lieux à certains moments ». Mais c'est que l'importance de l'événement « vient du fait qu'[elle] se présente avec une netteté presque symbolique. La lutte d'un peuple dépourvu jusqu'alors de toutes connaissances et de toutes techniques modernes, n'ayant de force que sa révolte et sa conscience contre l'union de toutes les Internationales d'oppression [...] revêt un aspect homérique où l'on sent la naissance d'un mythe ».

On ne s'étonnera pas que Mabille associe la geste révolutionnaire du peuple espagnol à « la grande Légende » ou encore à la « naissance d'un mythe ». Le mythe participe du récit symbolique passionné qui fonde une nouvelle interprétation du monde. Il attribue un rôle spécifique à l'homme et aux groupes humains dans la construction de la réalité quotidienne et de leur avenir, il décrit les liens de l'un avec les autres et leurs rapports avec la nature et avec le cosmos. Il participe d'une nouvelle civilisation occidentale. Pour Mabille, l'expérience historique espagnole s'inscrit à l'évidence dans la disparition de la civilisation fondée sur le christianisme. Elle annonce peut-être que dans la civilisation à venir « les

hommes auront enfin réduit, et pour un long temps, les antinomies qui les tiennent écartelés. Ils auront retrouvé à la fin d'un immense chemin discursif leur place dans l'univers. La nécessité naturelle et la nécessité intérieure se trouvant réunies, aussi bien dans la science que dans la démarche sensible, le dualisme fondamental sera supprimé ».

Mabille utilise le mot *égrégoré*, qu'il a tiré du savoir ésotérique, pour le réinterpréter dans une perspective symbolique et matérialiste. Ce terme que l'hermétisme définit abstraitement comme « concentration énergétique dotée d'une certaine forme de cohésion » devient chez lui « le groupe humain doté d'une personnalité différente de celle des individus qui le forment... » constitué à la suite d'un « choc émotif puissant ». Ce groupement-égrégoré est capable de durer si les conditions favorables sont réunies (lieux géographiques, circonstances ethniques, nécessité économiques) et il se constitue alors en « unité vivante ». Les civilisations constituent les égrégorés les plus durables et les plus étendus et chacune d'elles, soumise aux facteurs de temps et d'espace, naît, grandit, évolue, se débilite et enfin meurt. Dans notre civilisation occidentale, la religion chrétienne fournit la force interne, la cohésion à cette entité et fonde « des conceptions semblables de l'homme, de la société et de la nature ». Cette civilisation est entrée dans sa phase annoncée de dégénérescence. La guerre d'Espagne en est le témoin le plus passionnant et le plus clair.

De fait, *Égrégores*, s'inscrit dans la quête fondamentale de Mabille (« la connaissance

pierre mabille



OU LA VIE DES CIVILISATIONS

ÉGRÉGORES ÉDITIONS

Pierre Mabille, *Égrégores ou la vie des civilisations*, Égrégores éditions, 2005. 7, boulevard de la Liberté, 13001 Marseille. 04 91 08 18 50. egregores.editions@free.fr 193 p., 19 euros. Disponible à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

est devenu le but principal de ma vie ») qui n'est rien moins que la « lecture de l'Univers ». Il prolonge la *Construction de l'homme* (publié en 1936 mais commencé à écrire en 1929-1930) et a vu le jour alors que Mabille travaille aussi sur un « traité des diverses formes minérales et vivantes » (*Traité de morphologie générale* qu'il n'achèvera pas). Rémy Laville, dans son remarquable travail sur Pierre Mabille (*Pierre Mabille: un compagnon du surréalisme*, faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Clermont-Ferrand II, 1983) écrit entre autres de la *Construction de l'homme*: « L'originalité du livre est dans la digestion d'une masse énorme de connaissances au seul profit d'une synthèse générale. L'édifice du savoir doit être rétabli, la cosmologie chrétienne qui a inspiré notre civilisation est à bout de souffle, il appartient à l'artiste et au scientifique de dégager les bases d'une nouvelle conception du monde. » On peut en dire tout autant d'*Égrégores*.

En 1936, Mabille est étroitement lié aux activités du groupe surréaliste. Il collabore à *Minotaure*, qui est alors la revue du groupe. Il entrera au comité de rédaction en 1937 qui comprend aussi Breton, Duchamp, Éluard et Heine. Né en 1904, fils d'un médecin qui jouit d'une certaine réputation, il devient lui-même un jeune médecin et chirurgien « prodige » – il est interne des hôpitaux de Paris à 20 ans. Il va s'essayer pendant plusieurs années à vivre la vie qui semble attachée à sa situation et voulue par l'influence paternelle. Mais Mabille est doué d'une insatiable curiosité et d'un goût de la vie et de la révolte qui ne peuvent se satisfaire de ce sort. Il est passionné de mathématiques et de sciences physiques. Il s'essaye à la peinture et apprend le sumérien. Et il acquiert un énorme savoir dans le domaine des religions et aussi dans ce que l'on peut qualifier globalement d'ésotérisme. Cette conjonction de savoirs en apparence contradictoires est précisément le creuset où naît, se développe et s'affirme la vision originale de Mabille sur le monde (« l'Univers ») conçu comme un tout déchiffrable, obéissant à des règles qui définissent une « homologie universelle » cosmologique qui englobe du développement de l'être vivant élémentaire jusqu'à la vie des civilisations.

Mabille a rejoint le groupe surréaliste en 1934 car tout, dans ses préoccupations personnelles et intellectuelles, sa sensibilité, est en résonance avec ce qui agite alors le groupe. Il commente cette rencontre dans une lettre adressée à W. Paalen (datée de décembre 1941, reprise par R. Laville): « Vous savez que mon intérêt pour l'effort artistique de Breton et de ses amis tenait d'une part à l'affection personnelle que je porte à André et d'autre part à mon adhésion aux principes essentiels de son effort, c'est-à-dire la recherche de moyens d'explorer davantage l'inconscient personnel et l'inconscient collectif [...] ; la volonté d'introduire dans cette exploration la critique dia-

lectique et toutes les armes qu'ont peu à peu forgées le matérialisme, la science biologique, la psychanalyse, etc. Vous savez qu'en ce qui me concerne le point le plus important est d'introduire la connaissance dans les domaines niés par la science académique et exploités par des charlatans, c'est-à-dire les rapports de l'homme et du cosmos. Tout ce que j'ai écrit jusqu'à présent est une indication formelle de cette unité de pensée. »

Dans le *Miroir du merveilleux*, qui paraît en 1940, Mabille écrit: « Le but réel du voyage merveilleux est, nous sommes déjà en mesure de le comprendre, l'exploration plus totale de la réalité universelle. » Ainsi, chacun des apports de Mabille obéit à la même exigence, la compréhension de la globalité où l'homme occupe la place centrale. Et affirme le même optimisme sur l'issue qui ne peut être que la réconciliation étendue aux multiples plans de son existence, de l'homme avec lui-même: « Étant admis que le merveilleux est à la fois extérieur à l'homme et contenu en lui, exigeant une conquête de la nature et un repliement constant de soi-même; étant comprise cette dialectique du rêve et de l'action, de la vie intérieure et de l'action sociale continuellement révolutionnaire, l'histoire de l'humanité n'apparaît plus comme une suite d'événements accidentels mais comme un long voyage orienté vers la conquête d'un royaume merveilleux, d'une terre que l'homme se promet à lui-même. »

En 1940, Mabille qui a appris par son père qu'il est recherché par la police de Vichy, réussit à embarquer à Marseille pour Oran. De là, il gagne la Martinique, puis la Guadeloupe, où sa situation devient rapidement intenable, et enfin Haïti, où il vivra jusqu'en 1945 et où il acquiert une réputation certaine. Tout en exerçant sa profession de médecin-chirurgien, il contribue à la création de l'Institut d'ethnologie haïtien, enseigne l'anthropologie physique et la biotypologie et se passionne pour le vaudou. Il fera de nombreux voyages à Cuba, au Mexique, aux États-Unis, où il rencontre de nombreux amis connus à Paris dans le groupe surréaliste ou ses alentours. En 1945, il est de retour à Paris où il vivra jusqu'à sa mort survenue en 1952. Pendant cette dernière période, Mabille se consacre surtout à son travail de médecin-chercheur et enseigne à la faculté de médecine de Paris. Il écrit des articles sur l'art, le surréalisme dans des revues (*Cahiers d'art*, *Fontaine*, *Néon*, *Derrière le miroir*, *Cuadernos americanos*, *Mexique*, etc.) tout en se consacrant à la rédaction de ses expériences haïtiennes et à celles du vaudou en particulier. Bien qu'éloigné des activités du nouveau groupe surréaliste, il conserve des relations très amicales avec André Breton et d'autres membres ou ex-membres du mouvement surréaliste (Paul Éluard par exemple). À sa mort, Breton saluera en Pierre Mabille « l'homme des grandes fraternités humaines ». 0.

Anonyme parisien



ICI L'OMBRE

CHRONIQUES ALTERNATIVES

Un Tondu, un Chevelu

Sur la corde

NOUS VOUS EN AVIONS déjà parlé il y a quelque temps, mais voilà qui est fait : Un Tondu, un Chevelu, groupe sans label ni distribution, vient de sortir son premier vrai album. En autoproduction, aidés par une souscription lancée lors de leurs concerts, les musiciens du groupe ont réussi là un pari jamais gagné d'avance. Le résultat : un album de chansons plus que réussi. Cette formation assez « réduite » (deux guitares, une voix, une contrebasse), parvient là, malgré des références à la Tondue ou à Brassens, à créer son propre univers, entre arrangements précis et textes pertinents. Leurs textes, loin de parler de futilités, évoquent les turpitudes de nos quotidiens et les travers de nos sociétés. On est là bien loin de la « nouvelle chanson française » et de ces trentenaires bobos désabusés et nombrilistes...

De la télévision à la misère sociale en passant par la dictature des désirs et les normes créées par le système, Un tondu, un Chevelu a le don de traiter ces sujets avec poésie et réalisme, sans jamais se complaire dans les critiques convenues. Une des particularités de ce groupe est d'oser développer ses sujets en textes longs, sans tenir compte des formats habituels : une démarche qui permet d'affirmer un ton et une écriture propres à l'univers du groupe. L'engagement de ce groupe ne fait aucun doute à l'écoute de ces textes, auxquels ces musiciens de Chambéry ont choisi d'ajouter une interprétation du titre *Le printemps*, de Gaston Couté. Un Tondu, un Chevelu est à n'en pas douter une formation qui signe là un bien bel album qui séduira les personnes qui aiment la chanson à texte.

Pour vous procurer l'album ou pour contacter le groupe afin de leur proposer des concerts : untonduunchevelu@no-log.org / 06 07 70 38 98



Hissez les drapeaux noirs !

L'association Culture de classe sort là sa cinquième brochure, signée Bernard Foray-Roux. Celle-ci est consacrée à la piraterie, en tant que phénomène de contestation sociale. À une époque où l'on parle beaucoup de pirateries informatiques ou autres, cet éclairage apporte sa contribution à la réflexion. Le prix est libre, mais prévoyez au moins des frais de ports (la brochure pèse environ 90 g). Contact : Culture de Classe, 44, rue Burdeau 69001 Lyon. <http://www.culturedeclasse.propagande.org>

Youssef today

Clin d'œil au groupe hardcore Youth of Today, Youssef Today nous balance ici neuf titres hyper-speeds accompagnés d'un chant hurlé et ravageur. Le résultat est diablement efficace et décoiffant. À quoi bon savoir si c'est « trash core », du « punk-hard-core » ou autre, l'effet est garanti. Vu que les textes sont incompréhensibles, chaque chanson est résumée dans le livret qui accompagne ce vinyle. Allez, juste un extrait pour mieux situer le groupe : « Le punk n'est pas une crête, une ceinture à clous... Il n'est pas mort en même temps que Sid Vicious et n'a pas été resuscité par Epitaph ou Burning Heart. »

On n'en doutait pas !

Dispo chez Emergence Records c/o Vincent Troplain, 29, rue Le Nostre, 76000 Rouen.

Kabbu ki Buddha

Avec « Life is a bitch », sorti en octobre, ce trio lyonnais apporte une bouffée d'air frais à ce qui se fait actuellement : ce groupe a la singularité de faire un rock teinté tantôt de punk, tantôt d'influences surf rock, en ayant une singularité assez étonnante. En effet, Kabbu ki Buddha ne comporte pas de guitare, mais ses trois membres, multi-instrumentistes, passent tantôt au chant, au trombone, aux claviers, au violoncelle, à la basse et à la batterie, ce qui donne au groupe un aspect multiforme. Le résultat, un album original, péchu et cohérent sans être lassant, avec un esprit rock'n'roll et une dimension ludique prédominante (à l'image de la photo de leur album, hommage décalé aux Beach Boys). Si les textes ne sont en rien militants, Kabbu Ki Buddha, par les nombreux concerts de soutien et dans des lieux alternatifs, a su, avec un humour et une sincérité à mille lieues des groupes festifs trop souvent niais, s'attirer l'estime du réseau underground. Une estime plus que méritée confirmée par l'écoute de leur dernier opus. Plus d'infos sur <http://kabukibuddah.free.fr/contact> Cyril 06 07 03 21 59

Erratum

Dans la précédente rubrique « Ici l'ombre », il fallait lire « Rotten Eggs smells Terrible » et non « Botten Eggs Smells Terrible ». Les anglophones et les poulets auront rectifié d'eux-mêmes.

Rennes

Vers un local libertaire autogéré



LE GROUPE LA SOCIALE de la Fédération anarchiste de Rennes continue l'appel à souscription pour l'achat d'un local libertaire.

Comme vous le savez, le local la Commune dont nous sommes aujourd'hui locataires va prochainement faire l'objet de travaux de rénovation importants, qui nous obligeront à le quitter et à abandonner ce lieu de militantisme de terrain. Par exemple, fin 2005, le local accueille l'expo photo des salariés de ST Microelectronics en lutte. Comment faire sans local ?

Nous voulons réunir grâce à la campagne de souscription la somme de 5000 euros. C'est indispensable car nos recherches confirment ce que nous savions déjà, à savoir que Rennes est la cinquième ville la plus chère de France en matière d'immobilier !

À ce jour, la souscription se monte à 3 074,20 euros : c'est déjà bien mais nous espérons toucher encore plus de sympathisants et sympathisantes de l'idée libertaire pour aboutir à l'objectif fixé.

Toi aussi, fidèle lecteur du *Monde libertaire*, insoumis à toute autorité d'où qu'elle vienne, tu peux aider en participant, même modestement, à l'élaboration de ce projet collectif. La mise en œuvre réussie de ce projet appellera à l'avenir l'émergence d'autres idées, et d'autres réalisations libertaires concrètes, comme autant d'épines dans le pied du capitalisme triomphant !

Un autre futur est tellement nécessaire, chaque jour, et le plus tôt sera le mieux ! Si l'avenir est à la solidarité libertaire, son avènement dépend essentiellement de nos engagements au quotidien... Nous adressons ou renouvelons d'ores et déjà nos chaleureux remerciements à :

Alexandre L. (Bréal-s/s-Montfort), Bastien L. (Rennes), Claude G. (Meudon), Damien et Fanny M. (Reims), Jean-Pierre L. (Thizy), Les amis de Pierre Besnard (Paris), Claude R. (Pantin), Frédéric S. (Paris), Sophie V. (Paris), Bernard G. (Taillant), Groupe FA de Rouen, librairie l'Insoumise (Rouen), Jean-Michel Q. (Bègles), Jean-Claude A. (Vierzon), Athénée libertaire (Merlieux), Laurent Le M. (Maintenon), groupe Nada (Toulon), Jean-Yves D. (Fontarèches), Bruno N. (Six-Fours), Gérard M. (Bonneville), Patrice S. (Bures-les-Monts), Jean-Yves L. (Thourie), Serge A. (Bazemont), Jean S. (Paris), Claude R. (Cabasse), Denis D. (Gainneville), Groupe FA Jean-Souvenance, Groupe FA Vannes-Lorient, Michel L. (Boissy-St-Léger), Daniel V. (Nîmes), Olga B. (Rodilhan), Grégory R. (La Seyne-sur-Mer), Claude N. (Toulon), Odile L. (Roanne), Catherine S. (Vertou), Anonymes, Pierre D. (Rennes), Romain B. (Bains-sur-Oust), Michel D. (Nantes), Sylviane H. (La Montagne), Jérôme R. (Château-Gontier), Loïc A. (Brest), Astrid J. (Saint-Bonnet Avalouze), Didier G. (Maure-de-Bretagne)

Nous tenons encore une fois à remercier spécialement les camarades du groupe Los Solidarios pour leur important soutien dans le financement de ce projet.

Le groupe La Sociale

Les chèques sont à libeller à l'ordre de : « ACL-souscription ». Pour toute correspondance, envoyez-nous vos coordonnées pour la réponse et vos règlements à : Local La Commune, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes. Tél. : 02.99.67.92.87. www.farennes.org

Radio libertaire

Vendredi 2 décembre

Place aux fous (Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline), de 13 heures à 14h30 : F. Zappa, Plaid, The Cramps (avec chronique), Humair-Jeanneau-Texier, Nirvana etc.

Samedi 3 décembre

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30 : Elisabeth Perceval et Marie Edith Alouf viendront parler du livre et du film « La blessure ».

Dimanche 4 décembre

« Chants/Contrechamps » de 15h30 à 17 heures : première partie consacrée à l'actualité des films en salles ; puis une seconde partie autour de la chanson avec, pour invité, Albert, qui viendra parler de son dernier album « L'Odyssée en amnésie » (il y aura des places à gagner pour les auditeurs à l'occasion de son passage au Divan du Monde le mardi 6 décembre à 20h30).

Mardi 6 décembre

Pas de Quartier de 18 heures à 19h30 : tout ce que vous avez toujours rêvé de savoir sur le Japon et que vous n'avez jamais dégoté dans les dépliants publicitaires ; avec Laurence et Karim en direct. Tous à vos postes à germanium !

Samedi 10 décembre

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30 : Entretiens entre avec les cinéastes Jillali Ferhati (Mémoire en détention) et Maher Abi Samra (Rond point Chatila) autour du thème « Cinéma méditerranéen : un cinéma caché ? »

89.4 MHz
en région parisienne
et
federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

Jeudi 1^{er} décembre **Ivry-sur-Seine (94)**

Jusqu'au 3 décembre,
Serge Utgé-Royo chantera
au forum Léo-Ferré
accompagné de Philippe
Mira au piano. 11, rue
Barbès, en face du moulin,
métro Pierre-Curie.

Paris 4^e

Manifestation contre la
régression en matière de
soins, financements et
préventions face au sida à
l'occasion de la journée
mondiale de lutte contre le
sida, à l'initiative d'Act-up
Paris. Départ parvis de
Beaubourg à 18h30.

Vendredi 2 décembre **Le Havre (76)**

Le groupe Zéro de
conduite de la FA propose
une causerie avec Lucio
Urtubia autour de son livre
Ma Morale anarchiste
(Éditions libertaires) qui
sera suivie d'un concert
des Fines herbes. Rendez-
vous à 19 heures à l'Apple
Pie, 18, place de Gaulle.
Librairie sur place. Entrée
libre.

Samedi 3 décembre **Paris 18^e**

Manifestation contre le
chômage et la précarité.
Métro Château-Rouge à
14h30.

Bordeaux (33)

À 19 heures: repas de
soutien aux zapatistes en
lutte à l'Athénée libertaire,
7, rue du Muguet
(alibrairie@lavache.com).

Dijon

Journée de soutien à la
CNT, 15 heures à l'hôtel
des sociétés salle Joliet 7,
rue du Docteur-Chaussier
conférence-débat avec
David Rappe militant à la
CNT, professeur d'histoire

et auteur d'un livre sur la
bourse du travail de Lyon.
Et à l'espace autogéré des
Tanneries boulevard de
Chicago 19 heures repas
(5EUR) 21 heures concert
(5EUR) avec L'arrache-peur,
La fayafulska et Les
marmots nutcase.

Marseille

Présentation des éditions
Égrégores avec Claire
Auzias et Arthur Lebreff à
15 heures au CIRA, 3, rue
Saint-Dominique.

Paris 18^e

« Émile Masson : anar
breton et internationaliste »,
présenté par J. Didier
Giraud, co-auteur (avec
Marielle Giraud) de : *Émile
Masson : professeur de liberté*
(2004) à 15h30 à la
bibliothèque La Rue, au
10, rue Robert-Planquette,
75018 Paris. Métro
Blanche ou Abbesses

Besançon (25)

Contre-pouvoir et politique
avec Miguel Benasayag à
18 heures à la Salle
Proudhon - Place du
théâtre.

Vendredi 9 décembre **Bordeaux (33)**

Projection organisée par la
CNTAIT à l'Athénée
libertaire, 7, rue du
Muguet
(alibrairie@lavache.com).

Samedi 10 décembre **Paris 11^e**

Forum avec René Schérer
pour la réédition de *Zeus
hospitalier, éloge de
l'hospitalité*. À 16h30
145, rue Amelot, librairie
du Monde libertaire.

Bordeaux (33)

À 19 heures: apéro-
concert organisé par l'Asso
Phaco, à l'Athénée
libertaire, 7, rue du

Muguet
(alibrairie@lavache.com).

Samedi 13 janvier **Besançon (25)**

Café polar: rencontre et
débat avec Serge
Quadrupani à 20h30 à
la librairie L'Autodidacte,
5, rue Marulaz.



